



Culture Réinventer un modèle pour l'Orchestre Métropolitain *Page B 7*

Éditorial Forum sur la diversité: le tabou de la discrimination *Page B 8*

Le Devoir de philo Camus aurait prôné l'enseignement d'un savoir «exotique» *Page B 10*

PERSPECTIVES

CAHIER B › LE DEVOIR, LES SAMEDI 9 ET DIMANCHE 10 DÉCEMBRE 2017



PHOTOS JACQUES NADEAU LE DEVOIR

En 2012, environ 63% des matières recyclables générées par les ménages au Québec ont été récupérées, mais à peine plus de la moitié de la collecte dirigée vers les centres de tri était vendue aux fins de recyclage.

Où va le contenu de votre bac de recyclage?

La récupération va bon train, mais la majorité des matières sont recyclées à l'étranger

Le bac de recyclage fait partie de la vie des Québécois depuis plus de 20 ans. Or, on en sait toujours peu sur la destination finale de ce qui y est déposé, et le recyclage de certaines matières fait toujours piètre figure. Pendant ce temps, des entreprises développent des procédés innovants pour recycler les intrus du bac et des citoyens misent sur des solutions maison pour réduire leurs déchets et minimiser leur empreinte environnementale. Tour d'horizon.

ALEXANDRE SHIELDS

Pour plusieurs, le geste est devenu banal. Tous les jours, on dépose le papier, mais aussi le carton, les bouteilles de verre et de plastique, les pots de yogourt et les sacs de plastique dans notre bac vert. Tout aussi naturellement, on le dépose à la rue le jour venu.

Qu'advient-il de toutes ces matières, avalées par le camion de la collecte sélective? La question est d'autant plus pertinente que 996 000 tonnes de matières, dont 774 000 provenant des collectes municipales, ont été acheminées en 2015 aux 29 centres de tri, selon Recyc-Québec. Une quantité trois fois plus importante qu'il y a 15 ans.

Destination inconnue

Impossible toutefois de savoir avec précision ce que les centres de tri font de toutes ces

matières, explique Karel Ménard, directeur général du Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets. «Les centres de tri font de la consolidation de matières, donc il est difficile de préciser d'où elles proviennent.

Une fois arrivées aux centres de tri, on ne sait pas où elles [les matières] vont en sortant. Il faudrait appeler chaque centre de tri et voir les contrats avec les acheteurs des matières. Ils ne le diront pas, pour des raisons de confidentialité. Souvent, les matières sont vendues à des courtiers qui les revendent à d'autres courtiers, à des fins d'exportation.»

Recyc-Québec, société d'État qui est la référence «pour tout ce qui touche à la gestion responsable des matières résiduelles au Québec», est incapable d'assurer la traçabilité des matières récupérées pour des coûts annuels de plus de 150 millions.

«Nous n'avons pas accès aux registres précis. Ces informations sont souvent gardées confidentielles par les entreprises», notamment par les centres de tri, admet la directrice aux opérations chez Recyc-Québec, Sophie Langlois.

Recyclables non recyclés

On sait, cependant, que les ménages québécois ont généré en 2012 (selon le dernier bilan de Recyc-Québec produit en 2015) plus d'un million de tonnes de matières «potentiellement» recyclables (hors et dans le bac). Pas moins de 63% de ces matières ont été déposées dans les bacs et envoyées dans un centre de tri. Mais en fin de compte, seulement 54% des matières recueillies ont effectivement été revendues en 2015 par les centres de tri, donc acheminées «aux fins de recyclage». Un recul par rapport au taux de 59%, observé en 2012 par Recyc-Québec.

On est toujours loin du taux de 70% de recyclage des matières récupérées que visait le gouvernement en 2015. Est-ce possible d'atteindre cette cible? «Il faut continuer de travailler pour que l'amélioration de la qualité et des quantités de matières récupérées se concrétise à toutes les étapes de la chaîne», rétorque M^{me} Langlois, précisant que la récupération est «très répandue» dans le secteur résidentiel.



Parmi les enjeux à surveiller: le sort du plastique et du verre, dont le recyclage accuse toujours un sérieux retard au Québec, d'après les données officielles. À peine 14% du verre récupéré dans votre bac est vendu pour être recyclé. En l'absence de solution de récupération efficace, le verre sert le plus souvent de matériau de recouvrement dans les sites d'enfouissement.

Quant au plastique, la proportion de ce qui est dirigé «aux fins de recyclage» ne dépasse pas les 18%, et ce, même si son utilisation est de plus en plus répandue. Québec songe à étendre aux bouteilles de plastique le système de consigne, resté inchangé depuis plus de 30 ans. Un «groupe de travail» mandaté par le ministère de l'Environnement se penche présentement sur cet enjeu.

Exportation croissante

Malgré ces lacunes, les centres de tri ont tout de même

vendu 800 000 tonnes de matières recyclables en 2015, dont plus de 707 000 tonnes de papier et de carton.

Encore là, les données de Recyc-Québec n'indiquent pas avec précision où sont allées ces matières. Le dernier bilan distingue seulement les matières vendues ici et hors du Québec — notamment par l'entremise de courtiers — et révèle que la part destinée à l'exportation a grimpé de 50% à 60% entre 2010 et 2015. La moitié du plastique est exportée, et pas moins de 64% du papier et du carton, dont le principal acheteur est la Chine.

Recyc-Québec n'y voit pas un problème environnemental. «L'exportation n'ajoute pas nécessairement du transport, fait valoir M^{me} Langlois.

Au contraire, on optimise le transport, parce que les marchés asiatiques envoient beaucoup de produits au Québec par bateau. Au lieu de re-

partir vides, ces conteneurs-là sont remplis de matières recyclables.»

Karel Ménard ne partage pas cet avis. «Récupérer des matières recyclables pour ensuite les exporter à des milliers de kilomètres d'ici, c'est contraire à tout le principe du recyclage.»

La ministre de l'Environnement, Isabelle Melançon, se dit aussi préoccupée par la dépendance du Québec à l'exportation des matières recyclables.

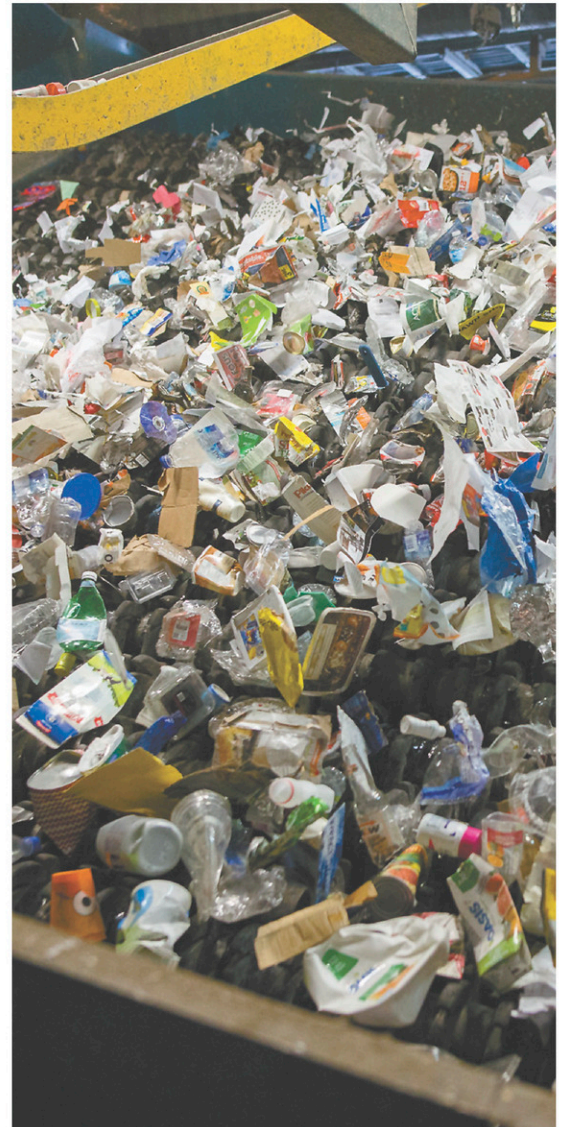
La situation est d'autant plus préoccupante que la Chine, notre principal client, fermera ses frontières à l'importation de plusieurs matières d'ici la fin de 2017.

La ministre, Recyc-Québec et Eco Entreprises jurent que les matières recyclables ne seront ni enfouies ni incinérées. Reste à voir quels moyens seront mis en place pour y parvenir.

Le Devoir

Dossier › La face cachée du bac. L'univers du zéro déchet: incursion d'une néophyte. Courtiers: un rôle insoupçonné. Le polystyrène: mal-aimé des centres de tri. **Recyclage du verre:** des pistes pour résoudre les ratés. *Pages B 2 et B 3*

LA FACE CACHÉE DU



PHOTOS JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Adepte du zéro déchet depuis cinq ans, Mélissa de la Fontaine, fondatrice de l'entreprise Le Mini-vert, a graduellement éliminé les emballages de sa vie. Sa poubelle se limite à ce petit contenant en verre. À droite: un lot de bouteilles de plastique récupérées au centre de tri Saint-Michel aux fins de recyclage.

IncurSION d'une néophyte dans l'univers du zéro déchet

Une semaine à jauger ma poubelle

Si éliminer totalement les déchets relève du défi, on peut réduire de façon spectaculaire ses ordures et le contenu de son bac de recyclage. Expérience d'une semaine dans l'univers «zéro déchet».

ISABELLE PARÉ

Utopie, rêve, folie? Plonger ma propre tribu sept jours durant dans le monde du zéro déchet? Le défi semblait colossal, à moins de convertir ma famille en ascète, de gonfler ma facture d'épicerie, sans compter la menace de rébellion que mes ados risquaient de soulever à l'annonce que leurs aliments chéris ne passeraient plus le pas de la porte.

Résultat des courses? Rome ne s'est pas construite en un jour, le zéro déchet non plus. Tout éliminer en une semaine relevait du mirage, à moins de mettre un cadenas sur notre garde-manger déjà rempli d'une myriade de produits emballés. Comme le compost fait déjà partie de notre quotidien, nous avons plutôt mis le cap sur la réduction, un objectif nettement plus réaliste, concentrant nos efforts sur le bac de recyclage. Car le bac, réceptacle de notre bonne conscience, n'élimine pas le problème. Celui de la production à la source de tonnes d'emballages fabriqués de matières souvent non renouvelable, notamment de pétrole.

Avant de me lancer tête première dans l'aventure, j'ai parcouru blogues et articles, consulté ma collègue, Isabelle Sanchez, chez qui la poubelle se résume maintenant à un pot Mason oublié sur le comptoir. «Le but, c'est d'abord de réduire. Il faut aller vers ce qui est le plus simple et le plus valorisant pour chacun, m'a conseillé l'instigatrice de Mini-vert, Mélissa de la Fontaine. Zéro déchet, c'est devenu une formule, mais l'objectif, c'est de réduire graduellement ces déchets.»

Notre score «pré-zéro déchet»: au moins deux poubelles de trois gallons de compost,

deux sacs de cuisine de déchets et trois ou quatre bacs de cinq gallons de recyclage par semaine. Comment réduire tout ça?

Le plan de match a démarré en glissant dans mes sacs d'épicerie l'attirail essentiel pour éviter l'achat d'aliments emballés: petits et grands bocaux pour les produits secs, sacs de tissu ou de plastique réutilisables pour recueillir fruits et légumes, contenants de plastiques pour la viande et bouteilles pour les liquides.

Étape n° 2: repérer sur une carte tous les commerces de vrac ou susceptibles de vendre leurs produits non emballés pour me tricoter un nouvel itinéraire de courses.

Pour le néophyte du zéro déchet, la première virée peut être un brin éprouvante. Fouiller à tâtons dans son sac pour attraper le pot ou le sac approprié, aller à la pesée, marquer le code du produit, tout en jonglant avec ses contenants: plus compliqué que tout balancer en un éclair dans le sac de plastique.

Se préparer aussi à gérer... l'imprévu. Comme commander un poulet chez un boucher inconnu sans avoir pensé à un contenant capable de loger le volatile zéro déchet. La boucherie étant le royaume de la barquette non recyclable, la bête a abouti coincée, ailes au vent, dans le plus grand de mes plats Tupperware. «Je vous le reconvert d'un film plastique?» de dire le boucher, circonspect. «Non!» La poubelle a hérité d'un sac biodégradable comme couvre-chef. C'était mal parti pour le zéro poubelle.

Le choc

Pour les fruits et légumes, la première virée prend l'allure d'une course à obstacles à travers la déferlante de barquettes et contenants en polystyrène (honnies du bac de recyclage) qui prolifèrent sur les étales. Difficile d'échapper au diktat du papier film dans certains grands commerces abonnés aux «paquets» tout prêts. Haricots sous cellophane, courgettes emmaillottées et même noix de coco emballées (vraiment?) semblent soudain omniprésents. Guidée par mon nouveau GPS interne antidétritus, jamais le monde de l'alimentation ne m'est apparu autant truffé de rebuts en devenir. «Prenez un numéro»; «Coupon de caisse»; «Rem-

plissez notre concours»; «Goûtez à notre vin!» On m'avait prévenue, le refus est le premier pas vers la réduction. Solution: mettre le cap vers les marchés publics et les fruiteries de quartier.

Pour les produits secs, notre pèlerinage dans le monde du vrac s'est avéré autrement moins contraignant qu'imaginé, donnant lieu à la découverte de nouveaux produits, souvent de meilleure qualité — notamment du chocolat 70% cacao —, vendus à une fraction du prix.

En prime, on vous enlève 15% à la caisse dans certains commerces si vous apportez vos contenants! Idem chez le marchand de thé. Herbes, pâtes, céréales, farines, huiles, vinaigres, nettoyeurs, croustilles, biscuits, yogourts et tofu (plus rares), chocolats fins: presque tout se trouve en vrac. Même le dentifrice. «Le plus difficile, c'est le lait, inexistant en vrac, et les fromages, toujours emballés. Avant, trouver certains produits en vrac pouvait être complexe, concède Mélissa. Mais on trouve presque tout maintenant, même le vin!»

Changer ses réflexes

Côté cuisine: on a boudé la cellophane, couvert nos restants d'assiettes ou de bols, troqué le papier d'aluminium pour le papier parchemin biodégradable. «On peut aussi remplacer ça par des feuilles de silicone qui vont au four et le Saran wrap par des petits contenants ou des tissus enduits de cire d'abeille», affirme la nihiliste des ordures. Fini le réflexe du sac plastique dans la poubelle. «Sans déchets organiques, rappelle Mélissa, on peut mettre le contenu dans un sac papier.»

Enfin, le grand tabou du petit coin. Et le papier hygiénique dans tout ça? Et les tampons, lingettes, couches pour bébé? A moins de retourner à l'ère néolithique, on peut trouver du papier hygiénique fait de fibres recyclées, emballé dans du papier. Même chose pour papiers essuie-tout et lingettes si l'idée de vous convertir aux vertus des couches, serviettes et protections féminines lavables vous donne l'impression de revivre au temps de Maria Chapdelaine.

Au bout des sept jours fatidiques, notre volume de compost est resté le même, le volume de notre bac a chuté de plus de moitié et un seul sac-poubelle a suffi. Bien, mais peut mieux faire, comme on dit.

Des gestes pour réduire ses ordures

À la maison

Composter (près de 40% des déchets sont organiques!)
Acheter en vrac
Apporter vos contenants en épicerie
Éviter les objets en plastique ou suremballés
Bannir eau et boissons en bouteille de plastique ou non consignée
Réduire les produits à usage unique (essuie-tout, cellophane, lingettes, etc.)
Refuser circulaires et articles promotionnels
Faire toutes ses transactions en ligne
Bannir le café en capsules

Au travail

Apporter son repas, sa tasse, ses couverts et ustensiles
Opter pour le stockage infonuaque

25 %

C'est le taux de recyclage des matières organiques putrescibles en 2015, selon Recyc-Québec

À choisir, quels gestes prioriser pour réduire le plus ses déchets? «Composter ses résidus alimentaires. Les jeter à la poubelle, c'est les destiner au site d'enfouissement où ils produisent du méthane, un gaz à effet de serre 25 fois plus néfaste que le CO₂, affirme Mélissa. Pour le reste, aller vers ce qui est le plus facile pour vous et qui va durer.»

Bref, choisir ses batailles. La mienne fut de pourchasser le plastique, sachant que le recyclage ne fait que repousser l'heure où cet indestructible finira à la poubelle ou en milliers de particules dans l'océan. Comme les 29 milliards de bouteilles de plastique fabriquées chaque année nécessitent autant de pétrole que faire rouler 100 millions de voitures pendant un an, chaque contenant évité m'est apparu telle une petite victoire contre Goliath.

La surprise de la semaine: faire mon yogourt moi-même, une expérience si simple que je me demande encore pourquoi les compagnies de yogourt font fortune. Mon bac en sortira ainsi allégé d'au moins 200 pots par année et mon portefeuille d'environ 380\$, même en comptant le lait acheté en sus. Bref, même atteint à moitié, le zéro déchets peut s'avérer emballant!

Le Devoir

D Voir aussi · La vidéo *Expérience zéro déchet* sur nos plateformes numériques.

Le rôle insoupçonné des courtiers

Plus de la moitié de la matière vendue pour être recyclée sort du Québec

KARL RETTINO-PARAZELLI

Pprès de la moitié des matières vendues par les centres de tri du Québec pour être recyclées passe entre les mains de courtiers, qui les expédient généralement à l'extérieur de la province. En 2015, 48% des

808 000 tonnes de matières recyclables vendues par les centres de tri ont été confiées à des courtiers. En ajoutant celles vendues directement à des recycleurs de l'extérieur du Québec, la proportion de matières recyclables québécoises qui sort de nos frontières s'est élevée à 61%, soit à près de 493 000 tonnes.

Depuis 10 ans, le portrait s'est complètement inversé. En 2008, 63% des matières recyclables étaient vendues à des recycleurs ou à des conditionneurs d'ici et moins de tiers finissaient entre les mains de courtiers ou expédiés hors Québec.

Lorsqu'un centre de tri fait affaire avec un courtier, ce

dernier revend la matière au recycleur de son choix. Cette relation d'affaires privée n'est pas supervisée par Recyc-Québec, de telle sorte qu'on ignore combien de courtiers sont sollicités par les centres de tri et où se retrouvent les matières qu'on leur confie.

Yves Noel, le président de YNC Consultants, est l'un de ces courtiers. Il estime que moins d'une dizaine de joueurs «sérieux» comme lui sont actifs au Québec.

Depuis 22 ans, il se spécialise dans la revente du plas-

tique et écoule annuellement entre 2000 et 3500 tonnes dans plus de 35 pays. Avec la fermeture récente du marché chinois, ses principaux clients se trouvent au Vietnam, au Pakistan et en Turquie.

Si les matières récupérées par les Québécois sont envoyées aux quatre coins de la planète, dit-il, c'est que les débouchés pour le plastique recyclé sont insuffisants dans la province.

Après avoir visité plusieurs usines de recyclage avec lesquelles il fait affaire, le patron de l'entreprise établie à

Boisbriand affirme sans hésiter que la matière qui sort du Québec et bel et bien recyclée. «C'est faux de croire que la matière est exportée pour être enfouie.

Je ne peux recevoir une commande chaque mois de mon acheteur, qui me paye à l'avance et qui me permet de faire un profit, pour qu'au bout du compte ça s'en aille aux vidanges», insiste-t-il, convenant qu'entre 10 et 15% de la matière expédiée est jetée en raison de la contamination.

Le Devoir

BAC DE RECYCLAGE



Fondatrice de Polystyvert, Solenne Brouard Gaillot a développé un procédé pour recycler le polystyrène honni du bac vert.



Après avoir été liquéfié dans l'huile, le polystyrène est extrait et concentré sous forme de granules pour être réutilisé.



Près de la moitié du contenu du bac n'est toujours pas recyclée.

Le polystyrène, ce mal-aimé des centres de tri

Villes et entreprises s'activent pour éviter que cette matière recyclable ne finisse à la poubelle

KARL RETTINO-PARAZELLI

Dans ses bureaux du parc industriel d'Anjou, Solenne Brouard Gaillot tient d'une main un pot de verre rempli d'huile essentielle et un morceau de polystyrène de l'autre. «Soyez attentifs pour ne rien manquer», dit-elle avant de plonger le polystyrène dans l'huile. En quelques secondes seulement, le morceau de mousse blanche a disparu, entièrement dissous.

Le procédé de recyclage du polystyrène développé par Polystyvert, une compagnie fondée par M^{me} Brouard Gaillot en 2011, représente une solution prometteuse pour dévier cette matière des sites d'enfouissement.

Les plus récentes données publiées par Recyc-Québec datant de 2012-2013 indiquent que 80% des quelque 22 200 tonnes de polystyrène générées chaque année au Québec par le secteur résidentiel sont jetées à la poubelle.

Pourtant, contrairement à ce que plusieurs croient, le polystyrène est bel et bien recyclable. Le défi, s'entendent les acteurs de l'industrie, est de trouver une manière rentable de lui donner une seconde vie.

Densifier la « styromousse »

Polystyvert estime avoir résolu l'énigme en s'attaquant aux coûts de transport, le principal irritant des recycleurs. Plutôt que de transporter les morceaux de polystyrène intacts vers son usine de transformation, la jeune compagnie installe des concentrateurs remplis d'huile dans les usines de ses clients. Le polystyrène

qui y est déposé se dissout presque instantanément, tandis que les résidus indésirables flottent à la surface ou coulent au fond du récipient. Ce procédé réduit le volume du polystyrène de 94%, ce qui diminue les coûts de transport par dix.

Arrivé à l'usine de Polystyvert, le mélange est filtré et séparé, grâce à un procédé novateur en attente de brevet. Au terme de l'opération, la compagnie récupère l'huile et obtient des granules de polystyrène « de qualité vierge », lesquels sont vendus à des compagnies qui fabriquent des produits avec cette matière.

«Non seulement c'est une économie circulaire, mais en plus, c'est la boucle la plus courte», précise la patronne de la compagnie, puisque l'utilisation du polystyrène recyclé évite d'extraire et de transformer de nouvelles ressources.

La technologie de Polystyvert permet de recycler tous les types de polystyrène. Pour le moment, la compagnie fait surtout affaire avec le secteur industriel, mais Solenne Brouard Gaillot souhaite, à terme, s'associer aux entreprises de gestion des matières résiduelles pour récupérer le polystyrène généré par les foyers québécois.

Options limitées

En plus des efforts déployés par Polystyvert, plusieurs projets ont vu le jour au Québec depuis 2011 pour encourager la récupération du polystyrène généré par les usines, les commerces et les citoyens.

Mais six ans plus tard, force est de constater que la grande majorité des Québécois n'ont pas accès à un service de récupération ou ignorent tout simplement que le polystyrène se recycle.

Il faut savoir qu'il existe essentiellement trois types de polystyrène: le polystyrène expansé (verres à café, emballage d'équipement), le polystyrène extrudé (barquettes pour la viande et le poisson, plats pour emporter) et le polystyrène rigide. Ce dernier, qu'on utilise pour fabriquer des contenants pour petits fruits, des plats à sushis ou des pots de yogourt, est fréquemment confondu avec les autres types de plastique.

Au Québec, seulement 18% des Québécois ont accès à un service de récupération du polystyrène rigide par l'entremise de la collecte sélective, alors que cette proportion est de 70% à travers le Canada. Pour les deux autres types de polystyrène, le taux augmente à 36%, loin derrière l'Ontario (55%) et la Colombie-Britannique (100%).

Les résidents de la ville de Québec peuvent mettre le polystyrène directement dans leur bac bleu, mais les citoyens qui habitent ailleurs au Québec et qui souhaitent recycler cette matière doivent généralement aller la

Comment recycler le polystyrène ?

Chercher le numéro 6. Les plastiques numérotés 1, 2, 3, 4, 5 et 7 sont les bienvenus dans le bac de récupération. Mais presque partout au Québec, le plastique numéro 6 (le polystyrène) est refusé.

Préparer ses contenants. Pour éviter la contamination des matières, il faut nettoyer le polystyrène et retirer rubans adhésifs et étiquettes.

Trouver un point de collecte. S'il est refusé dans votre bac bleu, vous pouvez déposer le polystyrène dans un écocentre qui l'accepte ou chez une entreprise qui le recycle.

porter dans un écocentre, puisque plusieurs centres de tri n'en veulent pas.

Un rapport commandé par Recyc-Québec, publié l'an dernier, concluait pourtant qu'il est «tout à fait possible de valoriser le polystyrène post-consommation en l'intégrant dans la collecte sélective». Cet ajout «n'augmenterait pas de façon importante le volume de matière à gérer par les centres de tri» et l'industrie du recyclage pourrait profiter des avancées technologiques et des initiatives récentes, soulignait-on.

Responsabilité partagée

L'une de ces initiatives a pris de l'ampleur avec les années à Granby, au sein de l'entreprise Polyform. Ce fabricant de produits en polystyrène depuis 25 ans recycle ses propres résidus et ceux de ses clients depuis 2006, mais également la matière accumulée par les citoyens.

«On s'est dit que ce n'était pas logique qu'on soit capable de recycler le polystyrène, mais qu'il n'y ait pas de programme offert aux citoyens», explique Philip Beauchesne, directeur de l'expérience client chez Polyform.

L'entreprise récupère le polystyrène issu de plusieurs écocentres de Montréal et de l'Estrie, le transforme en granules et le réutilise pour fabriquer notamment du coffrage isolant pour les maisons ou des blocs d'emballage.

M. Beauchesne croit qu'il est souhaitable, mais il faut se demander si, comme collectivité, on veut faire l'effort supplémentaire, dit-il. C'est entre les mains de tout un chacun.»

Le Devoir

63,6%

C'est le taux de récupération global du secteur résidentiel, selon Recyc-Québec

Des pistes pour résoudre les ratés

À peine 14% du verre est recyclé au Québec

ALEXANDRE SHIELDS

Quotidiennement, les Québécois consomment une multitude de produits vendus dans des contenants en verre, notamment des aliments achetés à l'épicerie, ainsi que des milliers de litres de vin ou d'autres liquides. À elle seule, la Société des alcools vend plus de 200 millions de bouteilles chaque année.

Or, à peine 14% du verre récupéré dans les bacs et acheminé aux centres de tri est vendu «aux fins de recyclage». Pourquoi? Essentiellement parce que le verre déposé dans votre bac se brise dans le transport, contaminant ainsi les autres matières, tout en étant lui-même «pollué» par les autres compagnons du bac.

Les façons de faire actuelles nuisent au recyclage du verre, dont la quantité «générée» par les ménages québécois atteignait, en 2015, pas moins de 159 000 tonnes.

Pourrait-on améliorer ce bilan? Oui, pense Recyc-Québec, citant le plan «Verre l'innovation», un projet d'Eco Entreprises Québec destiné à «moderniser» les centres de tri pour faciliter le traitement de cette matière. Dans le cadre d'un projet-pilote de 15 mois, cinq centres testent en ce moment des équipements donnant des résultats prometteurs.

La CSN et la FTQ ont aussi appelé, vendredi, à l'imposition d'une consigne sur les bouteilles de vin de la SAQ. Le gouvernement Couillard a promis d'étudier cette solution dans la foulée de la réforme en cours du système de consigne au Québec.

Bande à part

Mais le Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets (FCQGED) juge qu'avec son bac «pêle-mêle», le Québec fait bande à part.

Un système de «cloches» séparées, dans lesquelles les citoyens déposent les matières isolément, permettrait d'augmenter la qualité de la récupération, et donc du recyclage. Ce système est répandu en Europe, notamment en France.

Plus encore, le directeur général du FCQGED, Karel Ménard, croit que les lois du Québec devraient responsabiliser les fabricants en imposant le recours aux matières recyclables dans la fabrication des contenants. En 2017, une bonne part des contenants et emballages commerciaux n'est toujours pas recyclable.

Le Devoir

Les intrus du bac

Certains objets n'ont pas leur place dans le bac de recyclage. Voici ce que vous pouvez en faire.

À la poubelle: sac de plastique no.6, sac de croustilles, carton souillé, tube de dentifrice, couche, papier ciré et cellophane, cartable, miroir, vaisselle, vitre, casserole, clou...

Jouets: allez les porter dans un commerce d'occasion ou dans un écocentre

Bouchons de liège: points de dépôt dans des boutiques spécialisées en vin et des restaurants

Piles: Points de dépôt dans la plupart des pharmacies et quincailleries

Lampes fluorescentes ou fluocompactes:

Points de dépôt en quincailleries ou éco-centres

Autres indésirables: Produits électroniques, huiles, antifreeze, peintures liquides et produits aérosols: consulter le site de Recyc-Québec pour trouver les sites de dépôt près de chez vous

La collecte sélective résidentielle (2012-2016)



59%
Papier
et carton



17%
Verre



10%
Plastiques



3%
Métal

D Lire aussi: Plaidoyer des grandes centrales syndicales en faveur de la consigne des bouteilles de la SAQ, sur nos plateformes numériques.

Sweet Home Alabama

ÉLISABETH VALLET



En 1974, la chanson *Sweet Home Alabama* du groupe Lynyrd Skynyrd cristallise l'essence d'un Sud traditionaliste rejetant un Nord déconnecté. Or, aujourd'hui encore, l'Alabama est le théâtre d'un drame électoral.

Dans l'arène, deux hommes. L'un est accusé d'avoir agressé des mineures il y a trois décennies et devrait, selon la majorité des sondages, remporter dans quatre jours le siège sénatorial de l'Alabama laissé vacant par Jeff Sessions. L'autre est un héros de la lutte contemporaine pour les droits civiques et l'agrégat de Real Clear Politics ne lui donne que très peu de chances de l'emporter. Explications.

Côté républicain, Roy Moore, personnage connu et controversé de la politique alabamienne, a arraché lors des primaires la nomination au favori du parti (Luther Strange). Moore est ce juge qui, en 2001, après son élection à la tête de la Cour suprême de l'Alabama, avait fait installer une stèle arborant les 10 commandements et avait refusé d'obéir à l'injonction d'une cour fédérale de la déplacer. Démis de ses fonctions en 2003, il a été réélu en 2012, et de nouveau destitué en 2016 après avoir enjoint aux juges de contrevenir à un jugement de la Cour suprême fédérale sur le mariage entre deux personnes de même sexe.

Or, en Alabama, au sixième rang parmi les États les plus pauvres des États-Unis, peuplé à

Roy Moore s'oppose à Washington, à l'establishment, brandit la religion en porte-étendard, encense l'esclavage et surfe sur la crise identitaire du Sud blanc

69,3% de Blancs et bastion évangélique où la pratique religieuse est parmi les plus assidues, Trump a remporté l'élection avec 28 points d'avance. Dans cet État, cœur du Dixieland et point focal de la lutte des États confédérés, les symboles sont forts : on l'appelle l'État du « bruant jaune » parce que le plumage de cet oiseau rappelle les uniformes des soldats confédérés, tandis que son drapeau est dérivé du fanion du 60^e régiment confédéré d'infanterie. Mais cet État a aussi été l'épicentre de la lutte pour les droits civiques, puisque c'est à Birmingham que la campagne de déségrégation des commerces a commencé, tandis que les marches de Selma à Montgomery ont été immortalisées au cinéma. Dans cet État qui, avec le Mississippi, comporte le plus grand nombre d'associations du KKK, on se méfie du gouvernement fédéral. Tout comme le gouverneur George Wallace avait refusé dans les années 1960 de protéger les manifestants lors des marches et de mettre en œuvre la déségrégation scolaire, Moore s'oppose à Washington, à l'establishment, brandit la religion en porte-étendard, encense l'esclavage et surfe sur la crise identitaire du Sud blanc. Le fait que, dans sa ville d'origine, on se méfie de lui, que le centre commercial ait donné l'ordre de le tenir à distance parce qu'il importunait les jeunes filles et que neuf femmes aient signalé des agressions n'a pas affecté les sondages longtemps : depuis 15 jours, il a en moyenne 2 points d'avance.

Face à lui, côté démocrate, un Blanc du Sud aussi, Doug Jones, mais d'un tout autre calibre. C'est à cet ancien procureur fédéral qu'était revenue la tâche de traduire en justice, au début des années 2000, deux des membres du KKK qui avaient, le 15 septembre 1963, posé une bombe dans l'église de la 16^e Rue à Birmingham, tuant quatre enfants afro-américains. Pour autant, alors que les Afro-Américains représentent 26,8% des électeurs, Doug Jones n'a semble-t-il aucune chance. D'abord parce que les organisations afro-américaines sont en perte de vitesse et ne mobilisent pas les gens. Ensuite parce que la désaffection des démocrates — amorcée dans les années 1960 avec la « trahison » du parti de l'âne, qui traditionnellement ancré dans le Sud avait viré de bord pour embrasser les droits civiques — a atteint son apogée avec sa disparition au niveau de l'État dans les années 1990. Enfin parce que, dans un bastion évangélique, les positions anti-avortement de Jones électrisent un électoral polarisé. De surcroît, l'Alabama, dont la majorité blanche se perçoit en état de siège, abhorre l'interférence « d'étrangers », d'agitateurs du Nord, qui mettraient à mal les valeurs traditionnelles et l'identité du Sud — une paranoïa que l'élection de Barack Obama n'a fait qu'alimenter.

Ce faisant, l'Alabama n'est plus un État à deux partis, mais à deux factions, où s'affrontent un populisme identitaire sudiste (Moore, dans la foulée de Wallace) et un conservatisme classique (Strange et le RNC) d'où les démocrates sont absents. Mais il incarne aussi l'archétype d'une politique tribale, où l'adhésion à un système de valeurs prévaut sur toute autre considération : mieux vaut, pour une majorité de républicains de l'Alabama, voter pour un républicain chrétien comme Moore — fût-il prédateur sexuel — plutôt que pour un démocrate. Et le Parti républicain national (RNC) n'a pas su éviter l'écueil, revenant sur son désaveu pour finalement soutenir Moore, concluant un pacte faustien qui pourrait lui coûter cher dans un an, aux élections de mi-mandat.



AHMAD GHARABLI AGENCE FRANCE-PRESSE

Des Palestiniens musulmans ont manifesté leur colère devant le dôme du Rocher à Jérusalem pendant la prière du vendredi.

Jérusalem, ville-monde

Point de vue de l'historien Vincent Lemire sur le déménagement de l'ambassade américaine en Israël

Vincent Lemire est maître de conférence en histoire à l'Université Paris-Est Marne-la-Vallée. Il a codirigé l'ouvrage *Jérusalem, histoire d'une ville-monde* (Flammarion) et fondé le projet Open Jerusalem pour décloisonner les historiographies. Il a été joint à Jérusalem.

PROPOS RECUEILLIS PAR STÉPHANE BAILLARGEON

Votre livre synthèse sur l'histoire de Jérusalem en parle aussi comme d'une ville-monde. Que veut dire cette formule ?

Jérusalem est la seule ville au monde dont le statut est encadré par l'ONU depuis la fondation de l'organisation mondiale. C'est aussi une ville-symbole depuis des millénaires, la seule cité qui concentre des lieux saints des trois grandes religions monothéistes. Et l'histoire de ces lieux dans la longue durée montre des tensions, parfois fortes, mais aussi des porosités entre ces traditions religieuses.

Comment réagissez-vous à l'annonce du président Trump du déménagement de l'ambassade des États-Unis de Tel-Aviv à Jérusalem ?

Cette décision a des impacts localement, mais il s'agit d'abord d'un coup de force contre le droit international. Finalement, si Donald Trump a une seule conviction, c'est celle qu'il ne croit pas au multilatéralisme, il ne croit pas au droit international. Il ne croit qu'aux relations bilatérales et aux rapports de force entre les États et les individus d'ailleurs. Il ne faut pas lui prêter une rationalité qu'il n'a pas. Donald Trump est un ignorant, un incompetent, un pyromane qui gère les affaires internationales extrêmement complexes sans mesurer la conséquence de ses actes. Cette décision sur Jérusalem est d'ailleurs à mettre en rapport avec d'autres de ses décisions catastrophiques, comme la sortie des accords de Paris sur le climat, la fragilisation de l'accord sur le nucléaire iranien ou le retrait des États-Unis de l'UNESCO. Bref, il y a une logique dans la logique de Trump : elle consiste à piétiner autant que faire se peut le droit international. Comme le conflit israélo-palestinien a toujours été, on va dire, sous contrôle du droit international, la décision américaine peut avoir des conséquences extrêmement lourdes.

Pourtant, les réactions du monde arabe ne semblent pas si véhémentes. Le *New York Times* soulignait cette semaine que le Moyen-Orient a changé ces dernières années, au point de ne plus accorder autant d'importance à la cause palestinienne comme à ce problème du statut de Jérusalem. Qu'en pensez-vous ?

Je suis d'accord avec cette observation. Il faut toutefois distinguer les dirigeants et les sociétés. Pour le meilleur ou pour le pire, les sociétés parfois se réveillent et se mobilisent. Évidemment, on voit bien qu'aujourd'hui l'Arabie saoudite a sorti la question palestinienne de son ordre du jour politique et diplomatique. Un axe se développe entre Trump, l'Arabie Saoudite, via Israël. Par contre, pour la Jordanie, ce problème demeure assez fondamental, ne serait-ce que parce que 60% de

« Donald Trump est un ignorant, un incompetent, un pyromane qui gère les affaires internationales extrêmement complexes sans mesurer la conséquence de ses actes »

Vincent Lemire

la population jordanienne et 80% de celle d'Amman sont palestiniennes. La Jordanie a la souveraineté sur Jérusalem-Est, mais n'a pas été citée une seule fois par Donald Trump dans son discours sur le transfert de l'ambassade américaine, alors qu'il a cité l'Arabie saoudite. Le président est absolument inconséquent, y compris sur la réalité politique du terrain.

Pourquoi cette décision de reconnaître Jérusalem comme la capitale d'Israël pose-t-elle problème concrètement ?

En fait, ce n'est pas tellement un problème que Jérusalem soit une capitale. Le problème surgit quand une souveraineté cherche à en faire une capitale exclusive, c'est-à-dire à l'exclusion des autres communautés. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois dans l'histoire. Pendant la première croisade, au moment de la prise de la ville par les croisés en 1099, toutes les communautés juives et musulmanes ont été passées par le fil de l'épée. Comme disaient les croisés : Jérusalem a été purifiée avec leur sang. Le problème n'est pas de faire de cette ville un centre de décision politique. On peut y installer autant de parlements, de ministères, de présidences et d'ambassade que l'on veut. À Bruxelles, il y a la capitale de la Belgique et la capitale de l'Europe. Tout est possible. Le vrai problème, encore une fois, c'est celui de l'exclusivité. Dans cette ville particulière, aujourd'hui, il y a 40% de la population qui n'est pas israélienne, qui est palestinienne, et qui n'a pas vocation de recevoir la citoyenneté israélienne, qu'Israël ne lui propose d'ailleurs pas. On voit bien qu'il est problématique de faire de sa capitale une ville dont quatre habitants sur dix ne participent pas à la vie politique. Cette proportion était d'un sur quatre en 1976. Ce problème va croissant. Ma position, encore une fois, ce n'est pas d'énoncer des principes ou de défendre des symboles, mais de partir de la situation telle qu'elle est pour les gens qui vivent ici.

Vous y êtes, vous y allez souvent. Comment est l'atmosphère là-bas ?

On peut parler d'une sorte de résilience. D'abord de la part des populations qui réussissent à vivre quotidiennement dans une situation de tension extrême. Je décris parfois Jérusalem comme l'œil du cyclone, cet épi-

tre qui organise toute la violence à dix, cent ou mille kilomètres. Dans l'œil, la situation sous tension reste d'un calme plus que précaire. Il y a un calme ici parfois plus angoissant que s'il se passait quelque chose.

Jérusalem, trois fois millénaire, a-t-elle déjà connu une période de véritable paix, de sérénité ?

Je suis historien et je dis les faits. Au cours des siècles, les moments où les communautés juives ont été autorisées à séjourner à Jérusalem sont les moments où la ville était sous souveraineté musulmane, pendant l'Empire ottoman. À l'inverse, les moments où on les a exclues, voire violentées, sont des périodes sous souveraineté chrétienne. Vers la fin de l'Empire ottoman, à la fin du XIX^e siècle, au début du XX^e, la ville a connu une sorte d'âge d'or. Moi, je parle d'un âge des possibles alors que les cultures semblaient plus ouvertes qu'aujourd'hui.

Vous avez vous-même fondé le projet Open Jerusalem pour faciliter les échanges entre les historiens. De quoi s'agit-il exactement ?

C'est un projet d'ouverture des archives et des historiographies financé par la Communauté européenne, lancé il y a quatre ans, qui va durer encore un an. Comme son nom l'indique, ce projet vise à ouvrir le plus possible les documents sur l'histoire de la ville aux XIX^e et XX^e siècles, mais surtout à entrouvrir les sources les unes aux autres. Open Jerusalem veut faire circuler les historiens entre les différentes archives, y compris dans les différentes langues. On veut que les historiens russes accèdent à de la documentation en arabe ou que des historiens turcs accèdent à de la documentation en arménien, etc. Il y a énormément de murs et de frontières qui zèbrent l'espace de Jérusalem, et pas seulement le conflit israélo-palestinien.

Les historiens et les historiographies sont donc divisés comme la ville ?

Oui, mais pas toujours pour des raisons idéologiques. Il faut insister. Quand je dis que Jérusalem est une ville-monde, il faut aussi comprendre que le monde entier s'y retrouve, et donc toutes les communautés qui parlent et écrivent toutes les langues. Ça veut dire que même quand on est un historien consciencieux et honnête et d'une certaine neutralité, surtout si on est en début de carrière, on va vers la documentation la plus facile, la plus accessible, qui semble la plus légitime. Donc les historiens grecs travaillent sur la documentation grecque et les Arméniens sur les archives en arménien, les juifs ashkénazes sur les ashkénazes et les séfarades sur les séfarades, les Palestiniens sur les Palestiniens. On peut continuer comme ça à l'infini. On se retrouve avec ce que j'appelle des alvéoles, des histoires de Jérusalem qui ont du mal à communiquer entre elles, encore une fois, pas forcément pour des raisons idéologiques mais plutôt pour des raisons pratico-pratiques et linguistiques. Notre responsabilité à nous, du projet Open Jerusalem, c'est de faire en sorte que les historiens de bonne volonté aient les moyens de sortir de leurs alvéoles.

PERSPECTIVES

Bulletin ministériel



Philippe Couillard, Jean-François Lisée et François Legault ont échangé des souhaits pour les Fêtes, vendredi matin.

Philippe Couillard s'en prend à la CAQ en fin de session parlementaire

Dans l'ombre, le PQ et QS font le pari que la CAQ échouera au test de la crédibilité

MARCO BÉLAIR-CIRINO
MARIE-MICHÈLE SIOUI
Correspondants parlementaires
à Québec

Une «joke», «n'importe quoi», «du siècle dernier»: Philippe Couillard ne retient plus ses coups à l'endroit de la Coalition avenir Québec (CAQ), qui est vue comme «la» solution de rechange au Parti libéral du Québec (PLQ) par de plus en plus de Québécois.

«La CAQ, c'est n'importe quoi! C'est presque caricatural. On lance une chose, puis on l'oublie», a lancé le premier ministre avant l'ajournement des travaux parlementaires vendredi. Contrairement à la CAQ, le PLQ est guidé par des «valeurs profondes», et non pas par les «sondages» et les «premières pages» des journaux, s'est félicité le chef du gouvernement.

Ces «premières pages», faut-il le rappeler, ont donné des munitions à l'opposition au cours de l'automne: le PLQ a fait les manchettes à répétition, tantôt par la mise au jour de nouvelles informations sur l'enquête Mâchurer visant son ancien chef Jean Charrest, tantôt par l'arrestation du député Guy Ouellette, soupçonné de divulguer des informations confidentielles à la presse.

La claque de Louis-Hébert

L'équipe de M. Couillard avait amorcé la session en encaissant une solide «claque» de la part des électeurs de Louis-Hébert. M. Couillard se disait toujours «peiné» vendredi qu'ils aient donné les clés de ce fief libéral à la CAQ.

«Dans la vie, quand quelque chose commence mal, c'est rare que ça finisse bien», a-t-il professé. Après le départ du candidat Éric Tétrault pour une affaire de harcèlement, les libéraux se sont rabattus sur une candidate de huitième choix dans la circonscription de Québec. La gifle a été monumentale: plus de 16 000 électeurs ont délaissé le PLQ au profit de la CAQ.

Sonnée, l'équipe de M. Couillard s'est mise à la tâche de piller le programme politique de la

CAQ. Baisse d'impôts, «chè-que» de 100\$ aux parents, examen d'un troisième lien routier entre Québec et Lévis, uniformisation régionale de la taxe scolaire, ajout d'un deuxième bain pour les résidents des CHSLD, création d'un comité de surveillance de l'UPAC, abolition des clauses de disparité salariale: voilà autant de thèmes et de propositions caquistes qui ont été repris — en tout ou en partie — par les libéraux au cours des quatre derniers mois.

«Et la beauté de l'affaire, c'est que tout ça, ce n'est même pas 10% de notre programme», s'est félicité le chef caquiste, François Legault, à moins de dix mois des élections générales.

Le Parti québécois (PQ) a, lui, choisi de ne pas participer à la surenchère de mesures pour alléger le fardeau fiscal des Québécois entreprise par le PLQ et la CAQ. En marge, Jean-François Lisée a plutôt mis en garde les électeurs contre les promesses d'abaisser les impôts tout en améliorant les programmes de l'État. «Ceux qui vous disent ça sont des charlatans!» s'est exclamé le chef péquiste.

«Par chez nous, il y a une expression: quatre trente sous pour une piastre», a aussi dit la co-porte-parole de Québec solidaire (QS), Manon Massé. «La vision qui est mise en avant par la CAQ est la même vision que le gouvernement libéral», a-t-elle déploré.

Le vent tourne

La CAQ a néanmoins bondi de huit points dans les sondages d'opinion du mois d'août au mois de décembre. Elle recueille désormais 36% des intentions de vote; suffisamment pour aspirer à former un gouvernement majoritaire.

M. Legault s'est targué vendredi d'être à la tête de «l'équipe du changement», vantant même l'absence de membres dans son caucus qui ont été titulaires de ministère dans le passé. «Moi, je n'ai jamais été premier ministre du Québec. [...] Il n'y a personne ici qui a été ministre dans un gouvernement. Donc, effectivement, on est l'équipe du chan-

Les intentions de vote

	Début de session	Fin de session
CAQ	28%	36%
PLQ	32%	32%
PQ	22%	19%
QS	12%	11%

Source: sondages Léger

gement», s'est-il enorgueilli.

Le chef libéral a candidement annoncé à la presse qu'il «n'a pas l'intention de reprocher à [ses] adversaires leur manque d'expérience» — l'inexpérience étant vue de nos jours davantage comme une qualité qu'un défaut, a-t-il reconnu implicitement.

Derrière un lutrin habillé du slogan «Économie forte, prospérité retrouvée», M. Couillard a rappelé que, sous sa gouverne, le taux de chômage est passé sous le seuil de 6% pendant que la cote de crédit du Québec a crû. Il ne s'accrochera toutefois pas à son «bilan exemplaire» d'ici au scrutin d'octobre. Le PLQ présentera un «projet» visant à accroître la «qualité de vie» sans renoncer à la «bonne gestion des finances publiques et de l'économie», a-t-il promis.

Le projet du PQ sera tout autre: «Le projet de société, c'est une nation qui arrête de s'excuser d'exister», a déclaré M. Lisée. Son parti s'est présenté à l'automne comme un choix «vert», pour ensuite avancer — puis reculer — sur la promesse de déposer un projet de loi musclé sur la laïcité. Il a finalement retrouvé sa place dans le débat public par le biais d'une motion invitant tous les commerçants à accueillir leurs clients avec un «bonjour». «Cette semaine, on avait plus que notre juste part de chroniques. J'ai l'impression qu'on est très, très présents», a lancé le chef du PQ, le souriant aux lèvres.

Le test de la crédibilité

Questionnés sur l'avance de la CAQ, tant le premier ministre que le chef de l'opposition officielle ont suggéré aux Québécois de passer au crible les propositions caquistes. «Sur Netflix, [ils] ont changé de po-

sition trois fois dans la même journée», a relevé M. Lisée.

En immigration, le chef caquiste a en revanche fait son nid, loin de celui du PQ. «Le critère le plus important [pour la sélection des immigrants], ça va être les qualifications», a confirmé François Legault. Et quel poids aura le critère de la connaissance du français? «Bien, il va avoir un certain poids», a-t-il tenté.

«Le voir reculer sur le français de cette façon-là, les bras m'en sont tombés», a réagi M. Couillard. Il a dû penser que ce jour-là, c'était bon pour faire des points.

François Legault a laissé d'autres questions en suspens. Il a réitéré l'appui de la CAQ au projet de troisième lien reliant Québec et Lévis, mais il a admis ne pas «être équipé» pour lui accoler «un chiffre précis». Le nombre de circonscriptions qu'il convoite? «Bien, écoutez, le maximum possible», a-t-il répondu.

Le chef libéral a aussi déploré les «pointes d'arrogance» du chef de la CAQ, qui imagine déjà, selon lui, la redécoration de l'appartement officiel du premier ministre dans l'édifice Price, dans le Vieux-Québec. «Je trouve que M. Legault a l'air de tenir les électeurs pas mal pour acquis ces temps-ci», a-t-il déploré.

QS a appelé ces mêmes électeurs à faire une croix sur le «conservatisme politique» en se présentant comme le parti du «pragmatisme qui bouscule les vieux partis». «On ne peut pas changer le Parti libéral pour son petit frère caquiste», a plaidé Gabriel Nadeau-Dubois.

Le Devoir



MICHEL DAVID

La ministre de l'Enseignement supérieur et de la Condition féminine, **Hélène David**, a bien mesuré le «tsunami social» déclenché par la dénonciation des agressions sexuelles commises par le producteur Harvey Weinstein, et elle a joint le geste à la parole. Son projet de loi pour contrer les violences sexuelles sur les campus s'imposait. **A**

Des surplus, des baisses d'impôt: on ne peut pas accuser le ministre des Finances, **Carlos Leitão**, ne de pas avoir livré la marchandise, même si sa dernière mise à jour avait un fort retentissement électoraliste. Il a eu le bon sens de ne pas suivre Ottawa dans l'aberrante exemption de taxe consentie à Netflix. **A-**

Sébastien Proulx (Éducation) est déjà un vieux routard. Il fait un premier pas pour régler le problème lancinant des écoles illégales, mais la solution de l'école à la maison demeure bancable. Les contribuables électeurs auront droit à une baisse de taxe scolaire en cette année électorale, mais plusieurs risquent de déchanter l'an prochain. **B**

Véritable pompier en chef du gouvernement, le ministre des Affaires municipales et de la Sécurité publique, **Martin Coiteux**, en a plein les bras avec les problèmes internes de l'UPAC et du SPVM, mais on ne peut certainement pas lui reprocher de ne pas agir. **B**

Luc Fortin avait agréablement surpris par sa réaction bien sentie à l'entente avec Netflix. Plusieurs ont regretté de le voir quitter la Culture avant de pouvoir présenter sa nouvelle politique, mais il a bien commencé son mandat à la Famille en négociant *in extremis* une entente qui a évité une grève générale dans les CPE. **B**

Être responsable de la loi 101 dans un gouvernement libéral est particulièrement ingrat. La nouvelle ministre de la Culture, **Marie Montpetit**, a eu une réaction rafraîchissante en qualifiant d'«irritant» le recours systématique au «bonjour-hi» dans les commerces, n'en déplaise au premier ministre. Son plan d'aide aux médias écrits a été bien accueilli. Elle n'a cependant pas réussi à dissuader Parcs Canada de transférer à Ottawa les artefacts historiques et archéologiques de la région de Québec. **B**

Il est sans doute plus facile de gérer l'abondance que l'austérité, mais le président du Conseil du trésor, **Pierre Arcand**, n'en a pas moins réussi là où son prédécesseur avait échoué en concluant une entente avec les ingénieurs de l'État qui semblait une mission impossible. **B**

La ministre du Travail, **Dominique Vien**, n'attendra pas le reste du Canada pour éliminer les clauses de disparité de traitement qui discriminent les jeunes travailleurs. Mieux encore, elle entend prendre le bâton du pèlerin pour convaincre les autres provinces de l'imiter. **B**

Il était risqué de nommer aux Transports un député sans expérience ministérielle. **André Fortin** a démontré un bel aplomb. Le projet de réforme du Code de la sécurité routière est passablement musclé. Il n'a cependant pas réussi à expliquer comment le projet de monorail Montréal-Québec, dont M. Couillard s'est entiché, pouvait se concilier avec celui d'un train à grande fréquence (TGF) mis en avant par VIA Rail. **B**

L'ancienne présidente de la CAQ **Dominique Anglade** (Développement économique) est maintenant vice-première ministre. Avec un taux de chômage à un plancher record, il est difficile de nier que l'économie québécoise se porte bien. La prise de contrôle de la CSeries par Airbus n'en constitue pas

moins un échec et une blessure à l'égo national. **B-**

En mission commandée, le nouveau ministre de l'Immigration, **David Heurtel**, a dû réparer les pots cassés par sa prédécesseure Kathleen Weil en transformant la Consultation sur la discrimination systémique et le racisme en un simple forum sur l'emploi qui a complètement occulté l'enjeu de départ. **B-**

La nomination d'un environnementaliste à la présidence du BAPE a envoyé un signal positif, et M. Couillard souhaitait manifestement un changement de ton à l'Environnement en y nommant **Isabelle Melançon**. Elle promet d'être «à l'écoute», mais elle l'a fait bien discrètement jusqu'à présent. **C**

Pierre Moreau a été anormalement effacé depuis son arrivée aux Ressources naturelles et à l'Énergie. On attend avec impatience la réglementation sur les hydrocarbures près des zones habitées, mais il en a inquiété plusieurs en se montrant favorable à la fracturation dans le cas du gisement Bourque. Son «couac» dans l'affaire Guy Ouellette a causé un certain froid dans la députation libérale. **C**

Qu'il s'agisse du cannabis, du chantier Davie ou encore de l'expulsion de la famille sritter-lankaise que tout le monde souhaitait voir rester au Québec, l'écoute d'Ottawa ne s'est pas améliorée, malgré le grand désir d'harmonie qu'a pu manifester le ministre responsable des Relations canadiennes, **Jean-Marc Fournier**, en ce 150^e anniversaire de la Confédération. **C**

Laurent Lessard est nettement plus à l'aise à l'Agriculture qu'aux Transports, où il s'était surtout signalé par sa passivité lors du caouillage de l'autoroute 13. On lui sait gré de vouloir assurer notre autosuffisance en fraises, en poivrons et en laitue, mais cela ne devrait pas lui faire perdre de vue le lucratif marché du cannabis. **C**

Après le gâchis de la Consultation sur la discrimination systémique et le racisme, **Kathleen Weil** s'est vu confier le nouveau ministère des Relations avec les Québécois d'expression anglaise, dont M. Couillard plaide l'inutilité jusqu'à ce que son appui au PLQ commence à vaciller. Malgré la motion adoptée à l'Assemblée nationale, elle a dû prendre la défense du «bonjour-hi». **C-**

La ministre de la Justice, **Stéphanie Vallée**, a réussi non sans peine à clore la saga du projet de loi 62 sur la neutralité religieuse de l'État. Aussitôt adopté, aussitôt suspendu par la Cour supérieure, en attendant que les tribunaux statuent sur la constitutionnalité du principe de la réception des services publics «à visage découvert». **C-**

François Blais (Emploi et Solidarité) a subi toute une rebuffade quand le comité qu'il avait lui-même mis sur pied a torpillé le projet d'instituer un revenu minimum garanti, dont il s'était fait le promoteur à l'époque où il enseignait à Laval. Il a trouvé son rapport «confus», mais tout le monde en a très bien compris le sens. **D**

M. Couillard fait de gros efforts d'imagination pour bricoler des ministères dont la seule justification semble être de permettre à la vice-première ministre déchuë, **Lise Thériault** (Protection du consommateur et Habitation), de conserver une place au cabinet. **D**

On n'avait encore jamais vu un ministre utiliser sa fonction pour régler ses comptes personnels avec aussi peu de gêne que l'a fait **Gaétan Barrette**, mais M. Couillard semble n'avoir aucune objection. Il avait promis de «détruire un à un» les collègues avec lesquels il avait eu des différends dans sa vie antérieure, et il a tenu parole. Le milieu de la santé est unanime à décrier sa brutalité et le «chaos» dans lequel il a plongé le réseau. **E**

Une session truffée de rebondissements

6 septembre Le candidat libéral Éric Tétrault et son opposant caquiste Normand Sauvegeau se retirent de l'élection partielle de Louis-Hébert pour des gestes inappropriés commis par le passé. **9 septembre** Jean-François Lisée obtient un vote de confiance de 92,8% des membres du PQ. **20 septembre** Québec refuse de condamner la répression espagnole à quelques jours du référendum sur l'indépendance de la Catalogne. **20 septembre** Gaétan Barrette annonce qu'un deuxième bain sera offert aux résidents des CHSLD. **28 septembre** Entente avec Netflix, dont les revenus ne seront pas

taxés par Ottawa. Québec annonce que la taxe de vente sera tout de même perçue. **2 octobre** Election de la caquiste Geneviève Guilbault dans Louis-Hébert avec 51% des voix. **6 octobre** Entente entre Québec et les médecins omnipraticiens, dont la rémunération sera haussée de 14,7% d'ici 2023. **11 octobre** Remaniement ministériel d'envergure: Rita de Santis est la seule ministre exclue. **16 octobre** Airbus acquiert 50,01% du programme d'avion CSeries de Bombardier, dans lequel Québec avait investi 1,3 milliard de dollars. **18 octobre** La consultation sur le racisme et la discrimination systémique est avortée au profit du forum sur les problèmes d'emploi des immigrants. **25 octobre** Arrestation du député libéral Guy Ouel-

lette par l'UPAC. **1^{er} novembre** Le ministre Pierre Moreau s'abstient lors du vote sur la motion soulignant le caractère «historique» du discours du président de l'Assemblée nationale demandant à l'UPAC «d'accuser ou de s'excuser». **16 novembre** Présentation du projet de loi encadrant la légalisation du cannabis. **21 novembre** Carlos Leitão annonce une baisse d'impôt rétroactive de 1,1 milliard de dollars; Guy Ouellette réintègre le caucus libéral. **30 novembre** Adoption d'une motion unanime invitant les commerçants à accueillir leurs clients avec un «bonjour». **30 novembre** Démission de Marcel Forget, le numéro deux de l'UPAC. **1^{er} décembre** L'article de la loi sur la neutralité religieuse

portant sur la prestation et la réception de services publics «à visage découvert» est invalidé par un juge; le commissaire à l'éthique blâme l'ancien élu caquiste Claude Surprenant pour le financement d'activités partisanes par des fonds publics. **2 décembre** Les délégués de Québec solidaire donnent leur accord à la fusion avec Option nationale. **4 décembre** Lancement d'une étude d'opportunité pour un troisième lien entre Québec et Lévis. **6 décembre** Québec suspend le directeur du SPVM, Philippe Pichet, dans la foulée d'un rapport faisant état d'un climat de tension au sein du corps de police; le directeur de la SQ, Martin Prud'homme, assure l'intérim.

Dave Noël

PERSPECTIVES

Le dur défi de l'opposition française

Principal aspirant à la chefferie des Républicains, Laurent Wauquiez devra mener une lente reconstruction devant la popularité du président Macron

CHRISTIAN RIOUX
Correspondant à Paris

Y a-t-il une opposition dans la salle? La question se pose cruellement en France depuis l'élection-surprise d'Emmanuel Macron. Non content d'avoir pratiquement anéanti son ancienne famille socialiste, le nouveau président a laissé sur le champ de bataille une droite en déroute. En s'appropriant le programme économique de la droite modérée, en désignant comme premier ministre un disciple d'Alain Juppé, Édouard Philippe, le président semble occuper tout l'espace. L'éditorialiste Laurent Joffrin y voit même « le spectre redoutable d'une démocratie sans alternance ».

Le rôle de l'opposition revenait pourtant de droit à Marine Le Pen, qui avait affronté Emmanuel Macron au second tour. Mais sa piètre campagne et le désastre du débat d'entre deux tours ont créé des divisions telles dans son camp que le Front national peine à se remettre en selle. Le président de la France insoumise, le candidat de la gauche radicale Jean-Luc Mélenchon, a bien tenté d'occuper cet espace. Mais ses tentatives de mobilisation contre la réforme des lois du travail sont demeurées vaines. Les millions de manifestants attendus dans les rues n'ont pas montré le bout de leur nez.

Reste donc Les Républicains, qui éliront ce dimanche 10 décembre leur nouveau leader. Le président de la région Auvergne-Rhône-Alpes Laurent Wauquiez jouit d'une telle avance qu'un second tour pourrait ne pas être nécessaire. Seuls deux trentenaires peu connus ont osé se présenter contre lui. Il s'agit des anciens porte-pa-

role d'Alain Juppé, le jeune Maël de Calan, et de François Fillon, Florence Portelli. Si le premier semble avoir déjà concédé la victoire, la seconde s'est montrée plus offensive même si elle se situe politiquement plus près de cette « vraie droite » que revendique Laurent Wauquiez.

Une lente reconstruction

C'est en effet un tout nouveau parti qui risque de sortir de cette élection. Partisan d'une droite « décomplexée », Laurent Wauquiez a en effet choisi d'occuper le peu d'espace politique laissé libre par Emmanuel Macron, quitte à empiéter sur le terrain du Front national.

Ainsi a-t-il choisi de criti-

Laurent Wauquiez jouit d'une telle avance qu'un second tour pourrait ne pas être nécessaire

quer le président en l'accusant d'être le représentant des riches, des élites parisiennes et des gagnants de la mondialisation. Sa réplique au tribunal administratif de Lyon, qui avait annulé sa décision d'installer un crèche dans l'Hôtel de la région, donne une idée du personnage. Il a répondu en organisant une grande exposition sur « l'art des santonniers ». Résultat: en cette période de Noël, l'Hôtel de la région abrite cinq crèches! Le futur chef des Républicains aurait donc entendu le message d'adieu livré le 20 novembre dernier par François Fillon: « On m'a reproché d'être radical dans mes propositions. Je vous invite à le rester. »

Mais le normalien le sait, il lui faudra plus que quelques coups de gueule pour reconquérir l'espace politique per-

du. Lundi, personne ne s'attend à ce que le nouveau patron des Républicains parte en guerre à la Mélenchon. C'est une lente reconstruction de la droite qui l'attend. Une reconstruction d'autant plus ardue qu'aucune échéance électorale ne se profile avant les élections européennes de 2019 et que Macron a retrouvé un socle de popularité de 50%. Une popularité qui ne se dément pas même chez les sympathisants des Républicains.

Reste à savoir combien d'adhérents iront voter dimanche. Des 235 000 membres revendiqués, 80 000 n'ont pas renouvelé leur carte. Et seulement 60 000 pourraient se déplacer. On est très loin des quatre millions d'électeurs de la primaire qui avait élu François Fillon!

Même si son secrétaire général Bernard Accoyer qualifie Les Républicains de « morts-vivants », tout ne serait pas perdu, selon l'essayiste Olivier Gracia. Contrairement aux socialistes, « la droite républicaine, elle, n'est pas complètement morte », écrit-il sur le site Atlantico. Cette droite « peut désormais compter sur l'implosion de l'extrême droite en mal d'incarnation » et « une certaine bourgeoisie de droite qui ne se reconnaît pas dans la personnalité ambiguë du président ».

Le retour du RPR

Plusieurs observateurs soulignent que la défaite cinglante de la droite aura au moins eu le mérite d'obliger Les Républicains à se repositionner en fonction des nouveaux clivages qui dépassent dorénavant l'opposition droite-gauche. Loin de l'UMP fondée par Alain Juppé, « c'est plutôt le RPR du début des années 1980

qui est en train de se reconstruire, une formation conservatrice, qui mettra en avant le libéralisme économique et la défense de l'identité de la France, sa culture, ses traditions, le refus du communautarisme, la sécurité et la maîtrise des frontières », explique sur son blogue l'ancien conseiller de Nicolas Sarkozy Maxime Tandonnet.

Force est de constater que, si les réformes économiques en cours rallient une majorité de Français, il n'en va pas nécessairement de même des grandes questions comme la laïcité, l'islamisme, la sécurité et l'immigration. Des questions qui préoccupent largement les milieux populaires, qui demeurent, précise le politologue Zaki Laïdi, « la principale ligne de faiblesse » du président.

Or, sur la plupart de ces sujets clivants, Emmanuel Macron reste pour l'instant silencieux. Ainsi, à l'occasion de la Journée de la laïcité, le président vient-il d'annuler un important discours. À la place, il doit intervenir lors d'un rassemblement sur les Champs-Élysées en l'honneur de Johnny Hallyday. Parions que le décès du roi des rockers français survenu cette semaine n'est pas seul en cause.

Le Devoir



GUILLAUME SOUVANT AGENCE FRANCE-PRESSE
Laurent Wauquiez a choisi d'occuper le peu d'espace politique laissé libre par Emmanuel Macron, quitte à empiéter sur le terrain du Front national.

LES PETITES ANNONCES

103 CONDOMINIUMS ET COPROPRIÉTÉS
103 CONDOMINIUMS ET COPROPRIÉTÉS

REPENTIGNY - VALMONT SUR PARC
Joli condo 1 004 PC au RDC. 2 CAC, grand balcon avec accès cour, foyer au gaz, A/C, système d'alarme, plusieurs améliorations, remise, 2 stats. Copropriété bien gérée et saine. Plusieurs EXTRAS.
184 000 \$ - CENTRIS # 9210019
Marie-Claire Provost
450-585-0999
courtier immobilier, groupe sutton synergie inc.

165 PROPRIÉTÉS À LOUER
165 PROPRIÉTÉS À LOUER

CHARLEVOIX : LE FLEUVE DANS VOTRE ASSIETTE

À LOUER AU MOIS
Maison sur la falaise de Pointe-au-Pic (La Malbaie). Tranquille. Entièrement meublé, 3 chambres, tout compris, câble, Wi-Fi. Vue panoramique sur le fleuve et les montagnes. Près de tous les services et attractions. Immense terrain. Non-fumeur. Pas d'animaux.
Janvier à mai 2018 : 2 500 \$ / mois
438-491-2301
PREYCOURT.GAGNE@GMAIL.COM

515 INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE

VOTRE ORDINATEUR BOGUE OU RALENTIT ?
Mise à jour et réparation P.C., Mac et portables.
10 ans d'exp. Service à domicile.
514 573-7039 Julien

Les petits frères des Pauvres
La famille des personnes âgées seules
Pour donner
1.866.627.8653

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER
160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

OUTREMONT
445 boul. St-Joseph Ouest, près Laurier
Immeuble béton, 2 ascenseurs
4 1/2 (Petit) 1 350 \$/mois
4 1/2 (Grand) 1 650 \$/mois
Cuisine et salle de bains renovées, chauffé, eau chaude et électroménagers inclus. Nouvelles fenêtres.
Garage intérieur : 125 \$/mois
SURINTENDANT 514-276-5949

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

EASTMAN GR. 4 1/2 - RDC d'un chalet Suisse en montagne. Vue sur Mt Orford, près centres ski, tout équipé, n-fum, Rénové. Location au mois. LIBRE. 579-437-8446

MILE-END - PETIT 5 1/2
Entièrement repeint et remis à neuf. 5 électros inclus. Grande terrasse. Cherche pers. tranquille.
LIBRE. 1 375 \$. 438-501-8523

ROSEMONT - 4 1/2
Près cinéma Beaubien. Frais peint, n-fum., 1 ch. fermée, entrées, rangement. Tranquille. LIBRE.
825 \$ 450-668-0733

170 HORS FRONTIÈRES EUROPE À LOUER

À PARIS Petit bijou d'appart sur la Butte Montmartre, au coeur de Paris. Paisible, ensoleillée, ascenseur. 514-489-5955
appartement-montmartre.com

564 DÉCORATION INTÉRIEURE
564 DÉCORATION INTÉRIEURE
564 DÉCORATION INTÉRIEURE

BAIGNOIRES EN BOIS 100% QUÉBEC ARTECO INC
arteco.ca
438.397.1560
arteco.inc@gmail.com
PARCE QUE VOUS ÊTES UNIQUE

598 SERVICES DIVERS
598 SERVICES DIVERS

vendre ou acheter
CONSULTER
Sutton NOUVELLE DÉMEURE
930-3366
SERGE-PHILIPPE TREMBLAY
tremblays@sutton.com COURTIER IMMOBILIER

L'ENGAGEMENT À LONG TERME VOUS FAIT PEUR?
Soyez fidèle d'accueil! La Société pour la Prévention contre la Cruauté envers les Animaux (SPCA) recherche des familles d'accueil pour héberger à court terme chiens, chats, lapins et autres animaux sympathiques jusqu'à ce qu'ils puissent être placés pour l'adoption. Le service de soins vétérinaires est disponible en échange d'une contribution minime. La nourriture et l'hébergement peuvent également être fournis. L'hébergement peut durer quelques jours ou plusieurs mois. Pour en savoir plus sur le programme des familles d'accueil de la SPCA, visitez www.spcamontreal.com ou téléphonez au 514.735.2711, poste 2237.

DISCRIMINATION INTERDITE
La Commission des droits de la personne du Québec rappelle que lorsqu'un logement est offert en location (ou sous-location), toute personne disposée à payer le loyer et à respecter le bail doit être traitée en pleine égalité, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge du locataire ou de ses enfants, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap.

PROVENCE
Vallée du Rhône
Maison de village dans le quartier médiéval de Nyons. 2 c.c. 2 s. de b. Toute équipée. Terrasse ensoleillée. Internet.
www.bonnevisite.ca/nyons
marieharlie@gmail.com
819-300-1330

307 LIVRES ET DISQUES
"Librairie Bonheur d'Occasion" achetée à domicile livres de qualité en tout genre. 514 914-2142
1317, ave du Mont-Royal Est

Opération Enfant Soleil
pour prendre soin de la vie
opérationenfantsoleil.ca | 1 877 683 2325

AVIS DE DÉCÈS

Diane Poupart 1951 - 2017
À Montréal, le 2 décembre 2017, à l'âge de 66 ans, est décédée Mme Diane Poupart.
Elle laisse dans le deuil son frère Jean, sa fille Véronique (Louis-Antoine), sa petite-fille Madeleine ainsi que plusieurs parents et amis.
La famille lui rendra hommage au salon du Complexe funéraire Urgel Bourgie, 3955 ch. Côte-de-Liesse, Ville St-Laurent, H4N 2N6, le samedi 16 décembre 2017 à 17h. Heures de visites: samedi dès 12h.
Au lieu de fleurs, des dons à la Fondation Marie Vincent seraient appréciés.
URGEL BOURGIE
ATHOS
Consultez notre registre au urgelbourgie.com / 514 735-2025

Louise Iseult Paradis
Jean Paradis (Irene Poujol Paradis), Jacques Paradis, Alain Paradis (Isabelle Lelarge) et leurs enfants, ainsi que les familles parentes Rolland, Charlon, Bertrand et Gibeault, ont le chagrin de vous faire part du décès de Louise Iseult Paradis, professeur à la retraite du département d'anthropologie de l'Université de Montréal, survenu le 23 novembre 2017, à l'âge de 72 ans, dans sa maison de campagne de Sutton, entourée de ses amis fidèles.
Une réunion à la mémoire de Louise aura lieu le lundi 18 décembre, de 17h à 21h, au Laboratoire civilisations et cultures Marius-Barbeau (C-2081 et C-2083) du Pavillon Lionel Groulx de l'Université de Montréal, 3150 rue Jean-Brillant, Montréal.

Bryan Paul Elmer 1920-2017
À Montréal, le 3 décembre 2017, à l'âge de 97 ans, est décédé Monsieur Bryan Paul Elmer, époux bien-aimé de Madame Pierrette Bergeron.
Outre son épouse, il laisse dans le deuil ses enfants Michel, Pierre (Louise Lacroix) et Claude (William Peltier), ses petits-enfants Véronique, Camille, Sophie et François-Alexandre, ses neveux ainsi que de nombreux parents et amis.
La famille recevra les condoléances au Complexe funéraire Urgel Bourgie, 1255 Beaumont, Ville Mont-Royal, le dimanche 17 décembre 2017 de 18h à 20h. Suivi d'une cérémonie commémorative à 20h.
URGEL BOURGIE
ATHOS
Consultez notre registre au urgelbourgie.com / 514 735-2025

Dr Gabriel Belzile
Le 7 décembre 2017 est décédé Dr Gabriel Belzile, né à St-Fabien de Rimouski.
Il laisse dans le deuil sa conjointe, Rose-Marie Charest, leur fille Dorothée (David Juneau), ses enfants d'une première union avec feu Danielle Rousseau: Violaine (Pierrette Labbé), Pierre (Viviane Brousseau) et Jean-François (Marie Lyonnais). Il était le grand-père admiré de Myriam, Camille, Félix-Alexandre, Ludovic et Vincent ainsi que l'arrière-grand-père de Loïc. Il laisse aussi dans le deuil ses chers frères et soeurs, Agnès (feu Roland Rioux), Estelle (feu Raymond Gagnon) et Gilles (Sophie Dionne), ses neveux et nièces, la famille Charest et plusieurs ex-collègues et amis sincères.
Co-fondateur de la Clinique Chérier, où il a oeuvré à titre de psychiatre pendant 31 ans, il y a inscrit un esprit de collaboration interprofessionnelle qui perdure encore aujourd'hui.
Son engagement envers sa famille, sa passion pour la médecine et son désir profond d'aider ses patients ont caractérisé son parcours et n'avaient d'égal que son amour de la vie.
La famille est reconnaissante des bons soins qu'il a reçus des différents équipes du CHUM et invite ceux qui le souhaitent à faire un don à la Fondation du CHUM (<http://fondationduchum.com/j-e-donne/>).
La famille recevra les condoléances samedi le 16 décembre de 16h à 21h, ainsi que dimanche le 17 décembre de 10h à 13h30, au
Centre funéraire Côte-des-Neiges 4525, ch. de la Côte-des-Neiges Montréal 514 342-8000
Stationnement intérieur disponible www.dignitequebec.com
Une cérémonie de la Parole sera tenue le dimanche 17 décembre à 13h30 dans la chapelle du centre funéraire.

Communiquez avec **Le Mémorial** pour publier:
• Avis de décès • Faire-part • Remerciements
• Condoléances • Anniversaires • Hommage
• In memoriam
Le Mémorial
1855, rue Du Havre, bureau 107
Montréal, Qc, H2K 2X4
Tél: 514 525-1149
Télex: 514 525-7999
necrologie@lememorial.com

PERSPECTIVES

Réinventer un modèle pour l'Orchestre Métropolitain

Le succès de la tournée européenne ouvre des perspectives jusqu'alors non envisagées

CHRISTOPHE HUSS

Le triomphe de la tournée européenne de l'Orchestre Métropolitain et de son chef, Yannick Nézet-Séguin, ne saurait rester sans lendemains : « Le Métropolitain a le devoir de tourner », croit le chef, joint jeudi à Philadelphie, une fois la poussière retombée. Le hic, c'est qu'il y a un hiatus entre la modeste place qu'occupe cet orchestre dans l'écosystème classique de son pays et son inéluctable destinée d'ambassadeur international des plus nobles valeurs de notre société.

Le triomphe de la tournée européenne du Métropolitain n'est pas un feu de paille. En Allemagne, *Die Welt*, une institution de la presse là-bas, est allé jusqu'à parler du concert de Hambourg comme d'« un nouveau mètre étalon de l'excellence, difficile à surpasser ».

Après le scandale James Levine — le chef du Metropolitan Opera de New York (MET) a été suspendu pour avoir présumé agressé trois adolescents —, Yannick Nézet-Séguin va apparaître, plus que jamais, comme le sauveur de ce même MET dont il prendra la tête en 2020 avec, en prime, une résonance planétaire dans les salles de cinéma. Dans la foulée, la présence raréfiée du chef en Europe à partir de ce moment-là, jumelée à une curiosité accrue du public en Asie, va entraîner le Métropolitain, l'orchestre où Yannick s'est forgé, dans sa conquête du monde.

Trois secteurs, trois messages

En une semaine, le Canada, le Québec et Montréal se sont trouvés de nouveaux ambassadeurs culturels. Mieux que cela : ces ambassadeurs-là sont d'ores et déjà, pour reprendre l'image de *Die Welt*, des mètres étalons, car ils véhiculent non seulement des valeurs de savoir-faire, d'excellence et de créativité, mais aussi de puissantes dimensions intangibles : la solidarité, la générosité, le partage et le don de soi. Le monde en est demandeur, dès la saison 2019-2020. Le temps du marché n'est pas celui des atermoiements politiques.

« Ni vous ni moi ne pensions avoir cette discussion à ce niveau-là aujourd'hui », confie Yannick Nézet-Séguin, qui estime que non seulement le Métropolitain a le devoir de tourner, mais qu'il ne saurait être assujéti à des limites pour le faire, qu'elles soient financières, logistiques ou même politiques. « Je peux vous révéler que la direction du MET et moi pensons refaire tourner l'Orchestre du MET avec des projets concrets de programmes vocaux. Dans mon



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Yannick Nézet-Séguin affirme que son orchestre et lui sont comme des « touristes » à la Maison symphonique de Montréal : « Je ne peux pas rentrer, on reste bloqué dans les ascenseurs parce qu'on n'a même pas de cartes magnétiques d'accès ! »

monde idéal, il y aurait donc trois territoires : l'Amérique, l'Europe et l'Asie avec une rotation de mes trois ensembles [MET, Philadelphie, Métropolitain] sur ces trois secteurs. Je suis à l'aise avec ça.»

La dure réalité du quotidien

La réalité est loin de ces belles perspectives. Pour le Conseil des arts du Canada (CAC), sur les 16 orchestres canadiens ayant des budgets importants, l'OM se situe au 9^e rang des budgets d'exploitation et au 16^e rang en matière de montant octroyé par rapport au nombre de concerts donnés annuellement. « On parle de 80 000 dollars par an, détaille Yannick Nézet-Séguin. Au début, on prétextait la qualité artistique, puis le manque de compositeurs canadiens... toujours des excuses jusqu'à ce que l'on apprenne qu'il y avait une sorte de loi non écrite qu'un seul orchestre par ville devait être subventionné. »

La direction du Métropolitain estime entre 800 000 \$ et 1 million de dollars son manque à gagner, « exactement ce que le Conseil des arts devrait nous donner s'il était équitable », calcule le chef. Une telle dota-

tion permettrait d'affecter l'argent du mécénat aux projets spéciaux, les tournées par exemple.

Pour rassurer les subventionneurs, Yannick Nézet-Séguin serait-il prêt à faire corps avec l'institution en devenant chef à vie, comme Karajan, jadis, à Berlin ? « J'avais envisagé de changer de titre après 2021 et laisser ma place à un autre chef principal. Là, il n'en est plus question : je veux rester capitaine. Sans dire « à vie », je vais oser m'avancer ici même, dans *Le Devoir*, en disant que j'ai envie qu'on discute d'un contrat *evergreen* ; c'est-à-dire renouvelé automatiquement à moins que quelqu'un veuille arrêter. »

Le chef estime l'OM « mieux traité » par le Conseil des arts et lettres du Québec (CALQ), mais se plaint d'une « iniquité » par rapport à l'Orchestre symphonique de Québec (OSQ) et l'Orchestre symphonique de Montréal (OSM) parce que les vertus de saine gestion n'y sont pas reconnues. « Nous n'avons pas un exercice dans le rouge, pas de déficit accumulé, nous faisons nos devoirs sociaux et rien ne bouge. Quand vous vous faites dire : « C'est très important de faire ci et ça », que vous le faites et

que ceux qui ne font pas ces devoirs-là gardent leur niveau de soutien alors que vous n'augmentez pas, cela devient frustrant. »

Yannick Nézet-Séguin ne demande pas le même argent, mais un traitement équitable afin de pouvoir payer ses musiciens 220 dollars par concert au lieu de 143 dollars et augmenter de 32 à 42 le nombre de ses cordes.

Les touristes de la Place des Arts

Le cas de Montréal est encore plus rocambolesque. « J'arrive à la Maison symphonique, je ne peux pas rentrer, on reste bloqué dans les ascenseurs parce qu'on n'a même pas de cartes magnétiques d'accès ! » Les visiteurs répètent dans la salle D au niveau -3 de la Place des Arts et ne voient la Maison symphonique qu'une seule fois avant le concert. « Pour changer le réglage de la salle, cela nous coûte des milliers de dollars parce que nous n'avons pas le statut de 2^e résident et qu'on part toujours du réglage de l'OSM. C'est comme si nous étions des touristes. »

Selon Yannick Nézet-Séguin, de ce point de vue, les

choses peuvent changer vite : « Le gouvernement du Québec et le ministère de la Culture peuvent nous accorder le statut de compagnie résidente de la Place des Arts. Cela nous permettrait d'être plus impliqués dans la planification. » Le chef rêve d'un « statut spécial avec la Maison symphonique pour négocier la possibilité de s'entendre avec l'OSM sur quatre blocs dans l'année où nous aurions aussi accès aux salles de répétition. Cela réglerait le problème de la salle D. »

Cela serait fort mérité pour un orchestre qui offre désormais une vitrine internationale à la fine fleur des musiciens issus de nos institutions d'enseignement. L'Europe a ainsi vu briller, en tant que chefs de pupitre des cors et des trompettes, Louis-Philippe Marsois et Stéphane Beaulac, tous deux récemment jugés indignes d'occuper des postes subalternes à l'OSM. « Mes musiciens sont très heureux musicalement à l'OM, mais ils ont une famille à nourrir et, s'ils gagnent 20 000 \$ dollars à l'OM contre 80 000 \$ à côté, je peux effectivement les perdre à tout moment. »

Tout cela serait d'autant plus dommage que l'OM leur offre

« Je vais oser m'avancer [...] en disant que j'ai envie qu'on discute d'un contrat evergreen ; c'est-à-dire renouvelé automatiquement à moins que quelqu'un veuille arrêter »

Yannick Nézet-Séguin, au sujet de son contrat avec l'Orchestre Métropolitain

un milieu de travail en français, contrairement à l'OSM, qui travaille principalement en anglais, comme on l'a vu dans le documentaire intitulé *La mission de Kent Nagano*. « La question du français est intéressante parce que pour nous cela a toujours été important de parler haut et fort du recrutement national », souligne Yannick Nézet-Séguin.

« La différence est énorme. Je ne veux pas être nationaliste ou chauvin : il s'agit simplement d'adéquation entre notre fierté à propos des conservatoires et l'excellence de la formation musicale et le fait que le grand orchestre du Québec, quand il fait des auditions nationales, plus personne n'y va tant tout le monde sait très bien désormais qu'ils ne vont prendre personne pour aller recruter à l'international. »

« Je ne veux pas avancer une statistique saugrenue, pour moi le chef, mais l'OSM a probablement 50 % de l'orchestre qui n'est pas du Québec avec un bon 30 % d'Américains. Je n'ai rien contre cela, c'est la règle internationale. » A Rotterdam, lui-même compte beaucoup de Russes, de Français et de Belges. « Mais si on en arrive à la francophonie, votre question touche au fait de mettre les ressources nationales [ou d'une province] au profit d'un ambassadeur qui représente toutes les valeurs dont on s'enorgueillit dans cette province. Sans avoir besoin d'aucune béquille, d'aucune aide, nous sommes arrivés à prouver qu'on pouvait être non seulement d'un niveau international, mais aussi véhiculer des dimensions uniques québécoises. »

Le Devoir

AVIS LÉGAUX ET APPELS D'OFFRES

AVIS AUX CRÉANCIERS DE RCR INTERNATIONAL INC. et W.J. DENNIS & COMPANY

AVIS est par les présentes donné le 21 novembre 2017, à la suite d'une requête déposée par RCR International Inc. et W.J. Dennis & Company, (les « **Débitrices** ») la Cour Supérieure du Québec pour le district de Montréal (le « **Tribunal** »), siégeant à titre de tribunal désigné en vertu de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies (« **LACC** ») a émis une ordonnance initiale (l'« **Ordonnance Initiale** ») nommant Ernst & Young Inc. à titre de contrôleur (le « **Contrôleur** ») et accordant aux Débitrices diverses mesures de protection. Le numéro de dossier du greffe du Tribunal attribué à ces procédures est le 500-11-053555-179.

Le contrôleur a mis en place un site web, à l'adresse www.ey.com/ca/rcr, sur lequel se trouve l'Ordonnance Initiale ainsi que diverses informations concernant les procédures aux termes de la LACC.

À ce jour, aucune procédure de réclamation n'a été approuvée par le Tribunal, et, par conséquent, les créanciers ne sont pas tenus de déposer une preuve de réclamation en date des présentes.

Ernst & Young Inc., SAI
ès qualité de contrôleur nommé par le tribunal
800, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 1900
Montréal (Québec) H3B 1X9
courriel : rcr.monitor@ca.ey.com
sans frais du Canada et des États-Unis : 1-866-488-0333
télécopieur/fax : 514-395-4933

© 2017 Ernst & Young Inc.

Primeau Proulx et Associé inc.
Syndics autorisés en insolvabilité

Avis de la première assemblée
(paragraphe 102(4) de la Loi)

Dans l'affaire des faillites de :

TRANSPORT M. A. LEFEBVRE INC., corporation légalement constituée ayant sa place d'affaire au 19890, chemin Côte-Nord, Bots, Québec J7J 2B6

ENTREPRISES ECO-VERDURE (2011) INC., corporation légalement constituée ayant sa place d'affaire au 14463, Côte des Corbeils, Mirabel, Québec J7N 2G2

Faillite Faillite

AVIS est par les présentes donné que la faillite de **Transport M. A. Lefebvre inc.** est survenue le 29 novembre 2017 et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 19 décembre 2017 à 10h00 au bureau du syndic.

AVIS est par les présentes donné que la faillite de **Entreprises Eco-Verdure (2011) inc.** est survenue le 29 novembre 2017 et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 19 décembre 2017 à 10h30 au bureau du syndic.

Ce 30^e jour de novembre 2017

PRIMEAU PROULX ET ASSOCIÉ INC.,
Syndics autorisés en insolvabilité
SYLVAIN PROULX, CPA, CA, SAI, Syndic administrateur
846, boul. Curé-Labelle, bureau 205, Blainville (QC) J7C 2K9
Tél. : (450) 972-1030 • Téléc. : (450) 972-1020

HEURES DE TOMBÉE

Avis légaux et appels d'offres

Les réservations doivent être faites avant **15 h** pour publication deux (2) jours plus tard.

Publications du **lundi** :
Réservations avant **11 h** le vendredi

Publications du **mardi** :
Réservations avant **15 h** le vendredi

Avis public

Saint-Laurent

Montréal

Adoption d'un règlement visant l'imposition d'une taxe sur les services

Prenez avis que, conformément aux dispositions de l'article 146 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, un règlement visant l'imposition d'une taxe relative aux services dispensés par l'arrondissement Saint-Laurent, pour l'exercice financier 2018, sera adopté au cours de la séance extraordinaire du Conseil de l'arrondissement de Saint-Laurent tenue à la salle du Conseil d'arrondissement de la mairie d'arrondissement, 777, boulevard Marcel-Laurin, Saint-Laurent, le **18 décembre 2017, à 9h.**

Montréal, Le 9 décembre 2017

Isabelle Bastien, avocate
Secrétaire du Conseil d'arrondissement

VILLE DE SAINT-BASILE-LE-GRAND

Adoption du budget 2018 et du programme triennal d'immobilisations

PRENEZ AVIS QUE conformément aux articles 473, 474 et 474.2 de la Loi sur les cités et villes, le conseil municipal adoptera le budget pour l'exercice financier 2018 ainsi que le programme triennal d'immobilisations pour les années 2018, 2019 et 2020, lors de la séance extraordinaire qui se tiendra le **lundi 18 décembre 2017 à 19 h**, au Centre civique Bernard-Gagnon situé au 6, rue Bella-Vista à Saint-Basile-le-Grand.

Les délibérations du conseil et la période de questions porteront exclusivement sur le budget et le programme triennal d'immobilisations.

Saint-Basile-le-Grand, le 9 décembre 2017.

Marie-Christine Lefebvre, avocate
Greffière

AVIS DE CLÔTURE D'INVENTAIRE

AVIS est donné conformément au Code civil du Québec de la clôture de l'inventaire en regard de la succession **GILLES MARTEL**, né le 1^{er} février 1939, en son vivant domicilié au 3065, boulevard Notre-Dame, unité 205, Laval, Québec, H7V 0A6 et décédé le 20 mai 2016 à Montréal. Cet inventaire peut être consulté par toute personne ayant un intérêt, à l'étude Beauchamp et Gilbert, Notaires, au 507 Place d'Armes, bureau 1300, Montréal, Québec, H2Y 2W8.

Fait à Montréal le 9 décembre 2017

Beauchamp et Gilbert, Notaires

AVIS DE CLÔTURE D'INVENTAIRE

Prenez avis que Marcel DUBOIS, en son vivant domicilié au 22, rue Raymond-Lapalme, Blainville, Québec, J7B 1J9, est décédé le 23 juillet 2017. Un inventaire de ses biens a été dressé conformément à la loi et peut être consulté par les intéressés chez la liquidatrice, Marie-Lou DUBOIS au 624, Montmartre, Mascouche, Québec, J7K 0J2.

Faillite

AVIS est par les présentes donné que la faillite de **9092-7096 Québec Inc.** est survenue le 29 novembre 2017 et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 20 décembre 2017 à 10h00 au bureau du syndic.

Ce 29^e jour de novembre 2017

PRIMEAU PROULX ET ASSOCIÉ INC., Syndics autorisés en insolvabilité
Sylvain Proulx, CPA, CA, SAI, Syndic administrateur
103-3410, Chemin de Chambly
Longueuil (QC) J4L 1N8
Tél. : (450) 670-1040
Téléc. : (450) 670-1542

AVIS À TOUS NOS ANNONCEURS

Veuillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée. En cas d'erreur de l'éditeur, sa responsabilité se limite au coût de la parution.

ÉDITORIAL

FORUM SUR LA VALORISATION DE LA DIVERSITÉ

Le tabou de la discrimination

Le gouvernement Couillard a tenu, mardi de cette semaine, son Forum sur la valorisation de la diversité et la lutte contre la discrimination. L'exercice s'est soldé par l'énoncé de mesures, décidées d'avance, visant à favoriser l'embauche d'immigrants en région. Le résultat est mince. Et surtout, il n'a pas été question de discrimination, ou à peine, comme si le mot était devenu tabou.

La scène avait quelque chose de surréaliste. Lors de la séance réservée au deuxième thème du forum, soit la lutte contre la discrimination (les deux autres thèmes portaient sur l'emploi et sur la formation et la francisation), il n'a pas été question de discrimination. Seule immigrée parmi les trois personnes invitées à faire part de leur témoignage dans ce segment, Merling Sapene, une directrice d'origine vénézuélienne chez Bombardier, a parlé de son intégration réussie que la discrimination n'avait manifestement pas assombrie.

L'ensemble du forum était à l'avenant : des intervenants issus de chambres de commerce, de MRC et d'entreprises en manque de main-d'œuvre, des dirigeants d'organismes chargés de faire le lien entre les entreprises et les immigrants à la recherche d'un emploi sont venus décrire les efforts qu'ils déployaient et les succès qu'ils obtenaient. Bref, que du positif et de la bonne volonté.

Lors des périodes de questions, quelques rares participants dans la salle ont regimbé ; une représentante du Conseil canadien des femmes musulmanes s'est ainsi indignée qu'on ne parlât pas de « l'éléphant dans la pièce », c'est-à-dire la discrimination et le racisme.

Dans son allocution d'ouverture, le premier ministre Philippe Couillard avait mis la table en affirmant qu'il était « difficile », au Québec comme ailleurs, de traiter des enjeux de l'immigration sans susciter un « débat toxique ». Il valait mieux chercher des solutions concrètes, essentiellement économiques, selon le principe que l'intégration des immigrants passe par l'emploi.

Il faut dire que le forum, organisé à la va-vite par le nouveau ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, David Heurtel, remplaçait la Commission sur la discrimination systémique et le racisme qui se présentait comme un exercice d'autoflagellation. Avec le forum, le gouvernement Couillard a pris les rênes d'une consultation dont l'organisation connaissait des ratés et qui risquait d'exacerber les tensions plutôt que de les atténuer.

Contrairement à cette commission qui menaçait d'aller dans tous les sens, le forum fut un exercice hautement contrôlé dont la portée s'avère limitée. Dans le communiqué diffusé au terme de la rencontre, le gouvernement ne traite essentiellement que des pénuries de main-d'œuvre affectant les régions du Québec. Le forum débouche, selon ses termes, sur un « engagement historique » en faveur de l'établissement en région des immigrants.

Certes, le gouvernement Couillard reconnaît implicitement que ce fut une erreur de fermer les bureaux du MIDI en région, une conséquence de la vague de compressions imposées au début de son mandat. Déjà arrêtées avant même la tenue du forum, les mesures annoncées visent à « accompagner » la clientèle, c'est-à-dire les entreprises en région, à trouver les employés qui leur manquent à même ce bassin d'immigrants qui, pour les quatre cinquièmes d'entre eux, choisissent de s'établir dans la grande région de Montréal.

Le MIDI révisera sa grille de sélection afin de favoriser les candidats prêts à remplir les besoins de main-d'œuvre des régions. En clair, cela signifie que les autres critères, que sont la connaissance de la langue française et les qualifications professionnelles, pèseront moins lourd. D'ailleurs, le patronat fait valoir que les entreprises ont certes besoin de main-d'œuvre qualifiée, mais aussi de travailleurs non qualifiés.

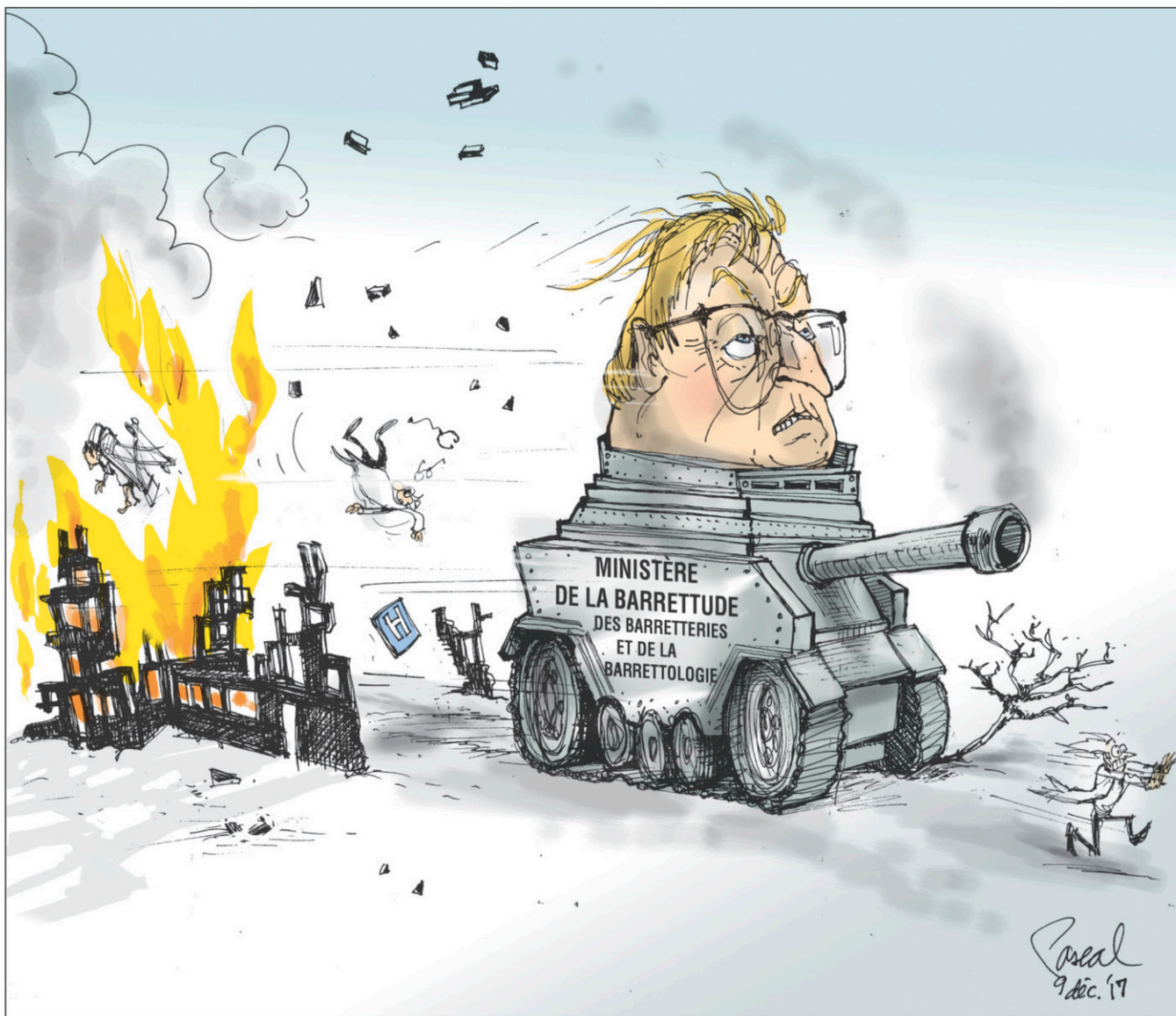
Grâce au bon soldat Heurtel qui a repris les choses en main, le forum est devenu la chose du gouvernement. La consultation devait traiter de la lutte contre la discrimination, mais le mot « discrimination » ne figure même pas dans le communiqué final, hormis dans le titre du forum. On n'a pas abordé non plus la sous-représentation des minorités visibles dans l'administration publique. Ni des mesures à envisager pour inciter la grande entreprise à embaucher des immigrants.

Or ce n'est pas parce qu'on a décidé de ne pas en parler que la discrimination dont sont victimes les nouveaux arrivants n'existe pas. En cette période préélectorale, le gouvernement Couillard a choisi de contrôler le message au lieu de procéder à un examen franc et approfondi de cet enjeu.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 > FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BRIAN MYLES
Rédactrice en chef LUCE JULIEN
Vice-présidente du développement CHRISTIANNE BENJAMIN
Vice-président des ventes publicitaires MARK DROUIN
Directeur des finances STÉPHANE ROGER
Directrice de l'information MARIE-ANDRÉE CHOUINARD
Directeur de l'information numérique FLORENT DAUDENS
Adjoint PAUL CAUCHON, LOUIS GAGNÉ, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, DOMINIQUE RENY, LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY
Directeur de la production CHRISTIAN GOULET



LETTRES

La discrimination dans l'embauche : ça suffit !

Après le tollé qui a suivi l'annonce du forum sur la « discrimination systémique et le racisme », le gouvernement Couillard a fait volte-face et choisi d'opter pour une consultation d'un jour sur « la valorisation et contre la discrimination » des immigrants. Dans les deux cas, il a fait preuve d'étroussé d'esprit. Pourquoi ? Parce que la discrimination dans l'embauche ne cible pas que les immigrants. Des Québécois de souche francophones, instruits et expérimentés sont cloués à l'aide sociale du fait de la discrimination dans l'embauche fondée sur l'âge et de leur condition sociale résultant de la discrimination dans l'embauche.

Ce gouvernement a choisi de miser sur l'immigration pour résoudre la prétendue pénurie de main-d'œuvre. Or nombre d'immigrants subissent la discrimination dans l'embauche du fait de leur race. Au lieu des forums à saveur électoraliste pour faire le plein de votes dits culturels, le gouvernement Couillard devrait s'attaquer aux employeurs des secteurs privé et public qui ne respectent par les dispositions (art. 10, 16, 18, 18.1) de la Charte des droits de la personne et des droits de la jeunesse par leurs pratiques discriminatoires de tout acabit. Il devrait également ramener à l'ordre la Commission des droits de la

personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ) qui rejette du revers de la main une plainte pour discrimination dès que la partie mise en cause donne une version des faits contraire aux allégations de la partie plaignante. Pis encore, depuis quelques années, la version des faits de la partie mise en cause n'est plus remise à la partie plaignante.

L'aveuglement du gouvernement est tel que la discrimination dans l'embauche ne figure pas parmi les grands dossiers du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Voilà la source du calvaire de personnes qui deviennent bénéficiaires de l'aide sociale du fait de cette discrimination, de son incurie et du laxisme de la CDPDJ. Les gouvernements successifs n'ont jamais compris qu'une personne qui ne mange pas à sa faim ne peut faire une recherche d'emploi active, se battre contre l'opacité de la CDPDJ et son penchant pour les employeurs. Ce gouvernement a-t-il calculé les pertes de l'État en taxes et impôts dues à la discrimination dans l'embauche ? Combien lui coûte cette discrimination (allocations de dernier recours, allocations logement, médication, soins médicaux, etc.) ?

Lilie Desjardins
Québec, le 5 décembre 2017

Quand loto rime avec l'auto

Nous n'avons pas besoin d'ajouter des autos sur nos routes, mais on dirait bien que Loto Québec n'est pas de cet avis.

Encore cette année, elle fait la promotion de 56 gros véhicules pour son tirage Célébration, des lots qui appartiennent à une époque révolue où on pouvait polluer tout en se croyant prestigieux. Comme le Québec aspire au titre de chef de file en matière de lutte contre les changements climatiques — dit le site du ministère du Développement durable —, je propose que notre loterie nationale donne l'exemple en cessant de nourrir le culte de l'automobile individuelle avec des publicités triomphalistes. Je suis certain qu'il y a dans cette agence des gens talentueux et pleins d'imagination capables de proposer des lots plus conformes à nos engagements environnementaux.

Christiane Dumont, ambassadrice du climat, Réalité climatique Canada
Le 6 décembre 2017

Jamais noir ou blanc

J'ai grand peine à discréditer la lettre de M. Kulman, ex-consul général d'Israël. Le texte est bien écrit et regorge de détails qui semblent bien factuels. J'en suis réduit à citer M. Kulman lui-même : le problème est que les dirigeants palestiniens n'ont jamais saisi l'occasion. M. Kulman s'en dit convaincu : le problème, c'est l'autre. Avec une telle attitude, aucun conflit ne se règlera jamais.

Paul-André Desjardins
Québec, le 6 décembre 2017

LIBRE OPINION

Faut-il absolument fermer Option nationale ?

NIC PAYNE

Montréal

À moins d'une surprise, les congressistes d'Option nationale décideront en fin de semaine de dissoudre leur parti, comme le leur suggère Québec solidaire, qui invite les onistes à militer désormais en son sein. Dans ce qui reste des forces vives d'Option nationale, les gens se sentant interpellés par le nouveau porte-parole solidaire, le talentueux Gabriel Nadeau-Dubois, et par le parti réformé qu'il leur fait entrevoir sont plus nombreux que ceux qui leur font face, et ils ont comme alliés des milliers de membres de QS heureux de soutenir une démarche qui, pensent-ils, ne peut que bien servir leur parti. En outre, les hautes instances et la direction d'ON sont favorables à la dissolution, une conférence de presse commune des leaders de QS et d'ON a déjà eu lieu et les règles choisies par Option nationale pour trancher la question favorisent au maximum le noyautage du congrès.

Alors que le Parti québécois met l'indépendance toujours plus en veilleuse et se marginalise, Nadeau-Dubois voit grand pour son parti et il veut tendre la main aux indépendantistes qui délaissent le PQ. Dans cette optique, rallier les convaincus d'Option nationale enverrait un

message significatif, en plus de montrer que la convergence avec QS est possible lorsqu'elle n'est pas fondée sur un plan post-2022 nul et non avenu et un traquenard lisé en visant à camper QS dans le rôle du méchant.

Mais Québec solidaire peut-il vraiment, dans un proche avenir, aller au-delà de l'effet d'annonce et devenir un parti indépendantiste au même titre que le PQ de Jacques Parizeau, c'est-à-dire cette coalition large dont Option nationale, à son origine et par son existence même, voulait se faire l'agent ? Par extension, les onistes pro-solidaires d'aujourd'hui ont-ils raison de vouloir fermer boutique sur le pari que QS s'inscrirait désormais dans l'esprit fondateur d'ON ? A elle seule, la plateforme électorale 2018 de Québec solidaire répond « non » à ces deux questions.

Une culture enracinée

Certes, les porte-parole de QS semblent vouloir tirer leur formation vers un engagement indépendantiste plus soutenu, ce dont ne peut que se réjouir le mouvement indépendantiste. Toutefois, une évidence transpire toujours des priorités — légitimes — solidaires : QS est dépositaire d'une culture profondément enracinée, bien plus vieille que lui, qui ne changera pas de sitôt et qui fait en sorte que, d'une part,

de nombreux indépendantistes continueront de voir en ce parti une gauche parfois doctrinaire et déconnectée, et d'autre part, que l'indépendance y est essentiellement l'accessoire d'un profond changement social dont le contenu est loin de faire l'unanimité au Québec, comme partout ailleurs où la gauche et la droite s'affrontent. Militer à Québec solidaire, c'est avant tout militer pour ce profond changement-là ; c'est militer à gauche.

Militer à gauche d'abord, c'est ce que devront faire les quelques militants — pardon : militant.e.s — d'ON qui se joindront à QS et, à moins d'avoir mal évalué ce dans quoi ils s'embarquent, ils seront heureux de le faire. Dans quelques semaines, puis dans quelques mois, QS sera toujours QS et ON, le parti de Jean-Martin Aussant, le parti des milliers de jeunes nouvellement initiés à l'indépendantisme, le parti de la prestigieuse et historique sanction de Parizeau, le parti consacré à l'indépendance, n'existera plus.

On rétorquera qu'Option nationale étant en faillite électorale complète, sa disparition n'aura pas changé grand-chose. C'est absolument vrai du point de vue mathématique, sauf qu'en toute rigueur intellectuelle, il faut aussi admettre que la fin d'ON, c'est également la disparition d'un parti dont le poids médiatique et politique de-

meure aujourd'hui absolument exceptionnel en regard de sa taille réelle. Les Verts, le NPD-Québec ou le PCQ n'oseraient s'imaginer une telle force de diffusion même dans leurs rêves les plus fous, alors qu'ils obtiennent tous de meilleurs scores qu'Option nationale. Déjà, bâtir un parti politique à partir de rien est une énorme tâche dont la réussite n'est pas assurée ; lui donner une telle visibilité est encore plus difficile.

Pour l'heure, le mouvement indépendantiste dispose encore de cet outil qu'est Option nationale. Sans verser dans la rêverie, faire le pari qu'ON pourrait finalement se relever, du moins assez pour jouer un certain rôle, aussi modeste soit-il, en 2018, n'est certainement pas plus fou que de compter sur quelques ex-onistes pour transformer QS en parti indépendantiste capable de rallier largement au-delà de l'extrême gauche du spectre politique.

Dans l'avenir prévisible, QS sera la gauche, ou dans son rôle le plus étendu, la gauche indépendantiste. Cette gauche-là doit se maintenir. Nous en avons besoin. Elle ne sera probablement pas la locomotive du mouvement indépendantiste, mais elle pourra en être une composante essentielle en temps opportun. D'ici là, la question qui se posera en fin de semaine est la suivante : est-il absolument nécessaire, à ce moment-ci, de fermer Option nationale ?

IDÉES

Les régions à l'ère Couillard: la grande mystification

BERNARD VACHON, PH.D.

Professeur retraité
du Département de géographie de l'UQAM

Depuis son arrivée au pouvoir, le gouvernement libéral de Philippe Couillard aura fait reculer le « projet régional » comme aucun autre gouvernement auparavant. Fondamentalement, parce qu'il ne croit pas au rôle et à la contribution des régions, en dehors des agglomérations de Montréal et de Québec, pour l'épanouissement et la prospérité du Québec tout entier. Montréal la métropole et Québec la capitale nationale (loi 109) illustrent le choix de toutes ses attentions, comme les locomotives exclusives de l'essor du Québec.

La loi 122 a floué les municipalités locales et les MRC dans leurs ambitions autonomistes et, par voie de conséquence, les régions qu'elles composent. Les pouvoirs particuliers qui ont été concédés à Montréal la métropole (loi 121) et à Québec la capitale nationale (loi 109) illustrent le choix de gouvernement de favoriser l'essor de ces deux grands centres urbains au détriment des petites villes et des villages en région. La fracture s'institutionnalise entre centre et périphérie.

Pour l'équipe Couillard, outre l'intérêt pour les ressources et le potentiel énergétique qu'on y exploite, les régions intermédiaires et périphériques appartiennent à une époque révolue, étant peu ou pas arriérées à la société moderne et urbaine, des espaces où la présence de communautés et l'offre de services publics sont devenues des problèmes et un fardeau logistique et financier pour la collectivité québécoise.

Le gouvernement Couillard, qui gère les territoires habités selon des méthodes comptables, est obnubilé par les concepts de performance, de rendement et de bilans financiers. Sans que ceux-ci soient traités avec désinvolture, la gestion d'une société fait appel à une philosophie, à des principes et à des règles qui ne sont pas ceux de l'entreprise privée. Il y a des dimensions sociales, culturelles et géographiques au cœur de la rationalité économique à prendre en compte qui font la grandeur des politiques.

Abolition brutale

Poursuivant l'objectif de retour à l'équilibre budgétaire pour l'année 2015-2016 à travers une sévère politique d'austérité, le gouvernement Couillard a procédé à l'abolition brutale, à l'automne 2014, des Conférences régionales des élus (CRE), des Centres locaux de développement (CLD), de la Politique nationale de la ruralité (considérée comme une des plus achevées, selon l'OCDE, à la suite d'un examen de plusieurs politiques rurales, notamment européennes, en 2005), de la Coalition Solidarité rurale, du Programme de soutien aux municipalités dévitalisées et à la mise en hibernation de la Politique pour assurer l'oc-



Selon l'auteur, pour l'équipe Couillard, outre l'intérêt pour les ressources et le potentiel énergétique qu'on y exploite, les régions intermédiaires et périphériques appartiennent à une époque révolue.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

patation et la vitalité des territoires ainsi que la loi du même nom, etc.

Ces abolitions, conjuguées à des coupes budgétaires dans divers programmes aux incidences territoriales, ont privé les régions et les communautés locales d'outils adaptés qui avaient fait leurs preuves tout en étant fort appréciés des élus locaux et d'autres acteurs de terrain.

Objet de vives critiques et de la colère des régions, le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) crée en 2015 le Fonds de développement des territoires (FDT) pour soutenir les initiatives de développement local des MRC. Pour sa première année d'application, en 2016, le FDT a été doté d'une enveloppe de 100 millions. Pour la période 2017 à 2019, une enveloppe totale de 320 millions est prévue. Par ailleurs, pour compenser la perte des crédits entraînée par l'abolition des CRE, le ministère met sur pied le Fonds d'appui au rayonnement des régions (FARR), mis en œuvre à compter de 2017-2018 pour une période de 10 ans.

Or, les crédits alloués au développement local et régional des FDT et FARR demeurent bien en deçà des montants dont disposaient antérieurement les MRC et les régions par le truchement des CLD, des CRE, de la Politique na-

tionale de la ruralité et du Fonds de soutien aux municipalités dévitalisées. Il faudra attendre 2022-2023 avant que les Fonds FDT et FARR atteignent le montant des crédits contenus dans les programmes et politiques abolis en 2014.

Dans un tel contexte, faut-il s'étonner qu'en région les populations et leurs élus souffrent d'un sentiment d'incompréhension et d'abandon?

La grande mystification

Qui peut encore supporter ces discours politiques forgés de demi-vérités et d'engagements sans lendemain, cette littérature ministérielle faite de mots choisis pour créer l'espoir sans volonté ni ressources pour passer de la parole aux réalisations? Ces promesses dont les porteurs ne font pas, délibérément ou inconsciemment, la distinction entre le vrai et le faux, entre la réalité et la fable? Ces envolées lyriques main sur le cœur, inspirées d'une dialectique dont le sens et la portée sont invariablement au service d'une stratégie électorale récurrente? En lieu et place d'une véritable et vigoureuse politique de développement régional, on peut voir une opération de mystification.

Maniée habilement durant les années d'austérité de 2014 à 2017, cette dialectique a atteint

son point d'orgue avec la mise à jour économique et budgétaire présentée ce 21 novembre par le ministre des Finances Carlos Leitão.

Ont alors été annoncés des « réinvestissements » de l'ordre de 1 milliard en Santé et en Éducation et un allègement fiscal (baisse d'impôt) du même ordre pour les contribuables. Ces cadeaux préélectoraux sont puisés à même une marge de manœuvre d'environ 2,4 milliards, véritable trésor de guerre, constituée principalement des économies réalisées par une réduction de la croissance annuelle des dépenses publiques passant de 4% pour la période de 2010-2014 à 0,8% pour la période 2014-2016.

Cette réduction substantielle des dépenses de l'État s'est concrétisée par des abandons de programmes, des compressions budgétaires dans la majorité des ministères, des abolitions de postes, des réductions de services, qui ont été vécus douloureusement par la population en général et par les organismes et prestataires concernés en particulier.

De quelle gloire ce gouvernement peut-il se draper au vu des résultats d'un tel stratagème comptable? Toujours la mystification. Et on s'étonne du cynisme de la population à l'égard de la politique!

Le Québec doit se doter d'une grappe consacrée à l'innovation dans les infrastructures et le bâtiment

YVES-THOMAS DORVAL

Président-directeur général
du Conseil du patronat du Québec (CPQ) *

Dans tous les secteurs industriels au Québec, l'écosystème qui gravite autour de la construction constitue le quatrième en importance. L'apport consolidé des secteurs de la construction au Québec représente 22,4 milliards de dollars en PIB et 267 500 emplois directs, et crée des retombées économiques indirectes considérables, soit 12,9 milliards en PIB et 155 800 emplois à la grandeur du territoire. À cela viennent s'ajouter 8,3 milliards en PIB et 90 700 emplois induits par les dépenses des ménages.

En plus d'être une force économique majeure, les entreprises qui composent cet écosystème influent directement sur la qualité de vie des Québécois: bâtiments résidentiels, commerciaux ou institutionnels, infrastructures, mobilité, manufactures, matériaux... Leurs entreprises, entrepreneurs, architectes, designers, ingénieurs ou autres sont à l'œuvre partout et ont contribué à édifier la société moderne en plus de soutenir l'exportation du savoir-faire québécois à l'international.

Malgré toutes ces retombées, l'écosystème de la construction n'a pourtant jamais pu bénéficier de sa propre politique ou de stratégies économiques, contrairement à d'autres secteurs comme l'aéronautique, l'industrie pharmaceutique, la culture, ou encore la mode. C'est d'ailleurs le constat principal qui ressort d'une étude réalisée l'an passé sur la contribution de l'écosystème de la construction à la prospérité du Québec.

Un secteur névralgique oublié

À l'aube des consultations qui mèneront au budget provincial 2018-2019, dans un contexte où sont (re)négociés les termes d'accords de libre-échange nord-américain et alors que le Québec organise sa transition numérique et énergétique, dans laquelle la construction et la techno-



L'apport consolidé des secteurs de la construction au Québec représente 22,4 milliards de dollars en PIB et 267 500 emplois directs.

ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

logie ont un rôle majeur à jouer, plusieurs estiment que ces défis et ces occasions justifient la création d'une grappe industrielle.

Consacrée à l'innovation ainsi qu'aux processus innovants dans les infrastructures et le bâtiment, cette grappe aurait pour vocation de mobiliser l'ensemble des entreprises, des établissements d'enseignement et des centres de recherche. Fortement exposés aux grands cycles économiques mondiaux, à la volatilité des investissements publics en infrastructures, ainsi qu'à une concurrence internationale qui s'est fortement intensifiée, ces intervenants bénéficieraient ainsi d'un forum pour traiter de leurs propres enjeux et mettre en place des actions concrètes pour soutenir la compétitivité de ce secteur.

En outre, la mise en place d'une telle grappe viendrait appuyer le développement d'une culture collaborative, la convergence de savoir-faire, l'innovation, le rayonnement international ainsi que la recherche de gains de productivité et de compétitivité, pour l'ensemble des acteurs de cet écosystème. De surcroît, cette première étape servirait de rampe de lancement à l'élaboration future d'une stratégie économique intégrée et consacrée à ce secteur qui a déjà fait l'histoire et la marque du Québec à l'international.

Les organisations à l'œuvre dans les infrastructures et le bâtiment ont besoin d'un appui pour se dynamiser, se moderniser et améliorer leur compétitivité. La mondialisation des marchés et des chaînes d'approvisionne-

ment, la demande pour des ouvrages plus verts, plus performants et utilisant les technologies de l'information, la réduction des délais de fabrication, de construction et de livraison, au même titre que la révolution numérique, ne sont que quelques-uns des défis que ces secteurs doivent relever pour s'adapter et rester concurrentiels.

Alors que l'on assiste à des vagues de réinvestissements dans les infrastructures, le moment est bien choisi pour déterminer une priorité économique pour le Québec qui génèrera des retombées pour l'ensemble de ses régions!

Plus que jamais, le gouvernement doit appuyer ce projet de grappe et attirer l'attention de toutes ses parties prenantes potentielles sur l'importance de traiter l'écosystème de la construction comme une industrie innovante à part entière.

* Lettre appuyée par:

Anne Carrier, présidente, Association des architectes en pratique privée du Québec (AAPPQ); Francis Roy, président, Association de la construction du Québec (ACQ); Roger Arsenault, président du conseil d'administration de l'Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec (ACRGTQ); Jean Pouliot, président, Association des entrepreneurs en construction du Québec (AECQ); André Rainville, président-directeur général, Association des firmes de génie-conseil - Québec (AFG); Luc Bélanger, président-directeur général, Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ); Fouad Geara, président, Corporation des entrepreneurs généraux du Québec (CEGQ); Jean Simard, président et chef de la direction, Association de l'aluminium du Canada (AAC); Luc Bédard, directeur général, Association béton Québec (ABQ); Marc Bilodeau, président, Association de vitrerie et fenestration du Québec (AVFQ); Denis Lebel, président-directeur général, Conseil de l'industrie forestière du Québec (CIFQ).

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION: Véronique Chagnon (chef de division), Robert Dutrisac (éditorialiste), Michel Garneau et Pascal Élie (caricaturistes), Jacques Nadeau (photographe), Olivier Zuida (rechercheur photos); information générale: Isabelle Paré (chef de division et reporter), Stéphanie Baillegrenon (généraliste), Gérard Dallaire (pupitre), Amélie Daoust-Boisvert (santé), Jean Dion (sports), Marco Fortier (éducation), Lisa-Marie Gervais (diversité), Pauline Gravel (sciences), Jessica Nadeau (éducation), Alexandre Shields (environnement); information politique: Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Marie Vastel (correspondantes parlementaires à Ottawa), Marco Bélar-Cirino et Marie-Michèle Sioui (correspondants parlementaires à Québec), Dave Noël (recherche), Jeanne Corriveau (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec); information culturelle: Guillaume Bourgault-Côté (politiques culturelles), Julie Carpentier (pupitre), Fabien Deglise (livres), Catherine Lalonde (arts vivants), Philippe Papineau (médias); information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins et Éric Desrosiers (reporters), Benoît Munger (pupitre); information internationale: Guy Taillefer (chef de division et éditorialiste); section art de vivre: Diane Précourt (responsable des cahiers Week-end et Plaisirs); cahiers spéciaux: Aude Marie Marcoux (responsable); équipe numérique: Laurence Clavel, Guillaume St-Hilaire et Geneviève Tremblay (pupitres); correction: Andréanne Bédard, Christine Dumazet et Michèle Malenfant (correctrices); soutien à la rédaction: Amélie Gaudreau (coordonnatrice à la rédaction), Jean-Philippe Proulx (commis), DOCUMENTATION: Manon Derome (Montréal), Denise Ledoux (Ottawa), PUBLICITÉ: Charlyne Bachraty (adjointe au vice-président), Marlène Côté, Evelyn De Varennes, Amel Elimam, Claire Paquet, Chantal Rainville et Nadia Schab (directrices de comptes), Alain Tréhou (directeur créativité média), Amélie Maltais (commis aux avis légaux), Alessandra Tantaló et Laurence Hémond (coordonnatrices publicitaires), PRODUCTION: Caroline Desrosiers, Yannick Morin, Anthony White et Nathalie Zemaits, INFORMATIQUE: Yanick Martel (administrateur Web), Jean-François Côté (analyste programmeur), Luc Girard (technicien informatique), Solène M. Hébert (développeuse Web), PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE: Catherine Gentilcore (coordonnatrice marketing, communications et relations publiques), Sébastien Beaupré (coordonnateur service à la clientèle), Manon Blanchette, Caroline Filion, Nathalie Filion, Isabelle Sanchez (préposées au service à la clientèle), ADMINISTRATION: Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Mélisande Simard (adjointe administrative et responsable des ressources humaines), Florentina Draghici (technicienne comptable), Véronique Pagé (responsable du crédit).

LE DEVOIR DE PHILO

Un enseignement pour sortir l'élève de sa quotidienneté

Albert Camus aurait préconisé une école où l'enseignant transmet un savoir « exotique »

Deux fois par mois, *Le Devoir* lance à des passionnés de philosophie et d'histoire des idées le défi de décrypter une question d'actualité à partir des thèses d'un penseur marquant.

DAVID SANTAROSSA

Étudiant à la maîtrise en philosophie à l'Université de Montréal

Albert Camus est mort le 4 janvier 1960 dans un accident de voiture alors qu'il n'avait que 47 ans. Cette fin abrupte et précoce empêcha Camus de conclure *Le premier homme*, qui fut publié à titre posthume en 1994. L'état fragmentaire du texte gêne la lecture et certains mots illisibles sur le manuscrit original ont été tout simplement supprimés de la version publiée. Cet ultime opus est un texte à caractère autobiographique et Camus y raconte dans le chapitre « 6bis, L'école » sa relation avec Louis Germain, son instituteur à l'école primaire, qui aura marqué son parcours personnel comme son œuvre littéraire.

En 1957, donc trois ans avant sa mort, Camus reçut le prix Nobel de littérature alors qu'il n'avait que 43 ans. Dans une lettre magnifique, l'écrivain reconnaît qu'après sa mère, la première personne à qui il a pensé en gagnant ce prix fut son ancien instituteur: « une occasion de vous dire [...] que vos efforts, votre travail et le cœur généreux que vous y mettiez sont toujours vivants chez un de vos petits écoliers qui, malgré l'âge, n'a pas cessé d'être votre reconnaissant élève. » Alors que Camus était un enfant provenant d'une famille pauvre, M. Germain lui a tendu la main et l'a aidé d'une manière incommensurable en le perfectionnant après les cours pour que le futur écrivain s'inscrive au lycée. Sans les efforts de M. Germain, le parcours de Camus aurait été complètement différent.

L'étrangeté de M. Germain

Dans son premier roman, *L'étranger*, Camus décrivait un homme étranger à sa société, qui ne pleure pas la mort de sa mère. Dans les pages de son dernier manuscrit, Camus y trace le portrait d'un instituteur qui serait étranger à l'école actuelle. La méthode de M. Germain était de ne rien céder sur la conduite tout en rendant la matière vivante et amusante. Les coups de règle en guise de punition faisaient partie de ses manières de faire et la lecture prenait une place toute particulière dans son enseignement.

Anciennement, la promesse de l'école résidait dans un accès long, difficile et même parfois pénible à la culture, et ce, par la médiation de l'enseignant et de la lecture. Alors qu'aujourd'hui, les promesses des nouvelles technologies, c'est l'accès immédiat et impulsif aux choses.

Un bon jour, M. Germain faisait la lecture d'une histoire à la classe et, à la fin du récit, le jeune Camus était en larmes. Devant une réaction aussi forte de l'élève, le maître décida de lui donner le livre. Devant ce cadeau, la réaction du jeune Camus: « C'est trop beau. » Camus se sent quasi indigne de ce cadeau, car pour lui, le livre a une si grande valeur qu'il ne le mérite pas. À sa classe de milieu modeste et à Camus en particulier, M. Germain fait le plus beau des cadeaux, soit celui de la culture.

À notre époque, et la tendance en ce sens se concrétisera sans doute dans les prochaines années, les nouvelles méthodes pédagogiques d'inspiration socio-constructiviste visent à effacer la figure du maître pour la remplacer par un accompagnateur ou un guide. Il s'agirait de ne plus gaver les élèves par un enseignement magistral et unilatéral, mais plutôt de rompre la dissymétrie entre l'élève et l'enseignant afin que l'« apprenant » découvre le monde par lui-même. Une telle conception de l'école se réclame de la démocratie et d'un rapport plus égalitaire entre l'enseignant et l'élève. Or ces méthodes n'ont pas le monopole de la démocratie et de l'égalitarisme. Pour M. Germain, l'égalité, c'est l'accès à la culture pour tous. Mais au-delà de cette différence dans la conception de l'égalité, l'étrangeté de M. Germain réside dans l'exotisme qui était au centre de son enseignement.

L'exotisme

Camus décrit les récits de M. Germain comme « l'exotisme même ». Ce terme utilisé avec beaucoup de justesse revient à plusieurs reprises dans le chapitre sur l'école, qui compte un peu plus de trente pages. Pour Camus qui étudiait en Algérie, l'exotisme, c'était la description de la neige en France. Pour les élèves de la classe de M. Germain, « ce qu'ils aimaient si passionnément [à l'école], c'est ce qu'ils ne trouvaient pas chez eux ». Au Québec, le langage courant assimile l'exotisme aux palmiers et au sable blanc, mais l'exotisme, c'est ce qui a des caractéristiques différentes de ce qu'on voit habituellement. Dans le cadre scolaire, un tel terme implique de sortir l'élève de sa quotidienneté en lui racontant des histoires prenant place dans un autre pays ou dans une réalité qui lui est antérieure, ce qui peut être aussi simple que



En 1957, Albert Camus reçut le prix Nobel de littérature. Dans une lettre magnifique, l'écrivain reconnaît qu'après sa mère, la première personne à qui il a pensé en gagnant ce prix fut son ancien instituteur, Louis Germain.



David Santarossa est étudiant à la maîtrise en philosophie à l'Université de Montréal.

la vie de nos parents ou de nos grands-parents. L'exotisme était facile à déterminer à l'époque de Camus, mais aujourd'hui, qu'est-ce que l'exotisme pour les élèves québécois? Avant même leur entrée à l'école, les élèves sont déjà branchés sur la planète et gavés d'images. Un changement important s'opère entre la classe de M. Germain et nos classes actuelles, les nouvelles technologies permettent aux élèves d'avoir accès au monde sans la médiation du maître.

Aujourd'hui, tout semble disponible en un tour de main, mais on retrouve une chose dans le récit de Camus qui peut véritablement sortir l'élève de sa quotidienneté. L'exotisme dans la classe de M. Germain, c'était la lecture et le fait de donner l'occasion aux gens moins fortunés de côtoyer la richesse des grandes œuvres qui forment le patrimoine culturel de l'humanité. Cette promesse de l'école semble être oubliée aujourd'hui au profit d'une dictature du présent et de l'importance de montrer l'utilité des apprentissages. Une culture de la culture, et plus précisément une culture de la lecture,

propose un véritable exotisme qui exhorte l'élève à sortir de sa quotidienneté pour aller rejoindre une multitude de présents qui ont obtenu une certaine pérennité.

La lecture, c'est s'asseoir pendant plusieurs minutes (idéalement plusieurs heures) et c'est se concentrer sur une seule chose à la fois. Cette activité n'apporte ni information ni résultat direct. La lecture de livres est une véritable activité exotique à notre époque, chaque page tournée étant une petite révolte contre le statu quo technologique ambiant.

Une telle conception de l'école où l'exotisme est maître n'est plus dominante aujourd'hui et l'implantation des tablettes numériques dans les classes ne laisse présager aucun changement en ce sens. L'argument pour justifier leur entrée en classe tourne autour de l'idée que les enfants ont déjà ce genre d'appareil à la maison; qu'ils les utilisent à l'école aussi n'est donc que normal. Cet argument suppose que l'école devrait être le prolongement de la quotidienneté de l'élève.

Des objections se font déjà entendre: les tablettes numériques ont des applications très pratiques qui peuvent aider à comprendre et à découvrir d'autres mondes et d'autres cultures. Certes, mais peut-on réellement se contenter d'un rapport purement instrumental à la technologie? On ne peut réduire la tablette numérique à un cahier Canada 2.0, car elle change radicalement notre modèle éducatif.

Anciennement, la promesse de l'école résidait dans un accès long, difficile et même parfois pénible à la culture, et ce, par la médiation de l'enseignant et de la lecture. Alors qu'aujourd'hui, les promesses des nouvelles technologies, c'est l'accès immédiat et impulsif aux choses. La pédagogie moderne semble avoir opté pour ces promesses plutôt que pour celles de M. Germain. Plusieurs raisons peuvent justifier un tel choix, mais nous ne pouvons prétendre qu'il ne modifie pas notre conception de l'école et que certaines conséquences peuvent en découler. Les arts et plus spécifiquement la littérature sont des vecteurs

d'exotisme et ces matières souffriront sans doute de l'instantanéité des nouvelles technologies.

Que faire?

Les élèves sont submergés par les tablettes, les téléphones et les ordinateurs. Ces mêmes élèves n'auraient-ils pas le droit d'avoir un espace dépourvu de toute technologie, même s'ils ne le demandent pas? À une époque où les élèves se perdent dans le multitâche, l'école devrait être un rempart contre les distractions du quotidien et enseigner certaines dispositions nécessaires pour aborder un texte papier, à savoir celles de l'attention et de l'humilité, dispositions minées autant par les méthodes d'enseignement socio-constructivistes que par les nouvelles technologies à l'école. D'ailleurs, l'école actuelle, qui souhaite tant être « utile » et qui souhaite se rapprocher des exigences du marché du travail, oublie que ces dispositions sont sans aucun doute très prisées par les employeurs, et l'exotisme de la lecture en constitue l'activité la plus formatrice.

On pourra répondre qu'on ne peut pas revenir dans le temps et enseigner aux élèves comme on le faisait au début du XX^e siècle; on aura raison de le dire, car il ne s'agit pas de revenir à l'école du jeune Camus. Il s'agit plutôt de revenir à son esprit et à sa poétique. Être étranger à notre quotidien quelques heures par semaine en restaurant des périodes de lecture obligatoires dans un silence technologique et auditif des plus complets semble être la meilleure manière de ramener l'exotisme à l'école.

Pourquoi inciter les élèves à suivre le chemin des nouvelles technologies, qu'ils ont par ailleurs tellement envie de suivre et qu'ils suivront de toute manière dans leurs temps libres? Tant que cet espace d'exotisme sera absent des classes québécoises, on ne devrait même pas penser à introduire à l'école ces nouvelles technologies.



Des commentaires? Écrivez à Robert Dutrisac: rdutrisac@ledevoir.com. Pour lire ou relire les anciens textes du *Devoir de philo*: www.ledevoir.com/societe/le-devoir-de-philo

LES PETITES ANNONCES



DEMEURES, OCCASIONS D'AFFAIRES ET LIEUX PRIVILÉGIÉS

petitesannonces@ledevoir.com

514.985.3322 1 800 363.0305

CHARME & PRESTIGE

REALTA
agence immobilière

FRANÇOIS BISSONNETTE
courtier immobilier agréé

T 514 789 2889 | realta.ca

EXPÉRIENCE + ENGAGEMENT + ÉQUIPE
LA STRATÉGIE FRANÇOIS BISSONNETTE

FB



VISITE LIBRE dimanche de 14h à 16h



499 000 \$

Outremont adj. | 6301 Northcrest, app. 14N



NOUVEAUTÉ! 495 000 \$

Mile-End | 285 Laurier, app. 409

POUR PLUS DE PROPRIÉTÉS,
DES VISITES VIRTUELLES 3D
ET DU CONTENU EXCLUSIF,
RENDEZ-VOUS SUR REALTA.CA

SUR RENDEZ-VOUS



825 000 \$

Outremont | 190 Willowdale, app. 303



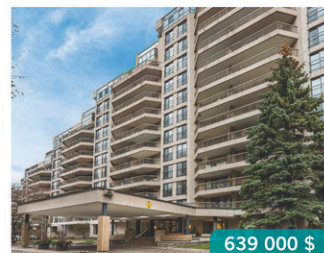
529 000 \$

Outremont | 115 Côte-Ste-Catherine app. 903



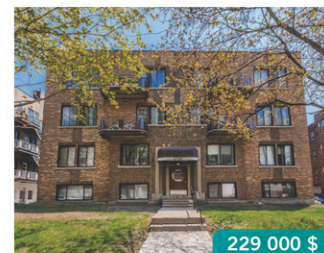
379 000 \$

Outremont | 11085 Pratt, app. 208



639 000 \$

Outremont adj. | 16000 Deacon, app. 5D



229 000 \$

CDN | 13790 Côte-Ste-Catherine, app. 6



195 000 \$

CDN | 13615 Ridgewood, app. 401



499 000 \$

Rosemont | 15661 De Chateaubriand, app. 601



NOUVEAUTÉ! 495 000 \$

Mile-End | 285 Laurier, app. 409



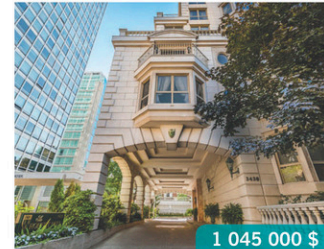
312 000 \$

Plateau | 15253 Parc, app. 203



NOUVEAUTÉ! 579 000 \$

Westmount | 1295 Victoria, app. 101



1 045 000 \$

Centre-Ville | 13430 Peel, app. 10D



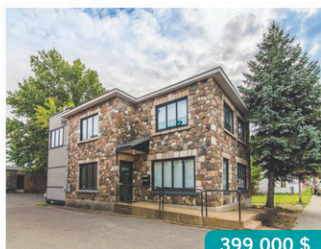
NOUVEAU PRIX! 2 000 \$/MOIS

Centre-Ville | 11265 Lambert-Closse, app. 509



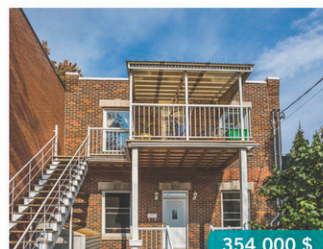
NOUVEAUTÉ! 399 000 \$

Chomedey | 13846-3848 Souvenir



399 000 \$

Chomedey | 13940 St-Martin O.



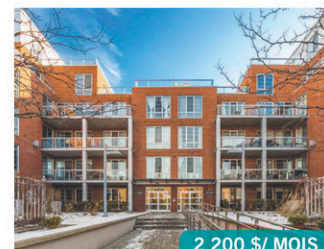
354 000 \$

Montréal-Nord | 11979-11981 l'Archevêque



320 000 \$

St-Henri | 14766 Notre-Dame O.



2 200 \$/MOIS

St-Henri | 14250 St-Ambroise, app. 204



399 000 \$

Villeray | 18671-8673 St-Dominique



Pour les Fêtes,
offrez *Le Devoir*
en cadeau.



Cette année, faites découvrir notre **nouveau D Magazine** du samedi à vos proches. Offrez-leur un de nos abonnements pour aussi peu que 41,57 \$ pour 13 semaines.

Visitez le www.ledevoir.com/promo Noel ou appelez au 1 800 463-7559

LES PETITES ANNONCES



DEMEURES, OCCASIONS D'AFFAIRES ET LIEUX PRIVILÉGIÉS

petitesannonces@ledevoir.com

514.985.3322 1 800 363.0305

CHARME & PRESTIGE

RE/MAX BARDAGI
 équipe immobilière • real estate team

DÉCOUVREZ NOS NOUVEAUTÉS



Tous les détails :
 514 700-2237
BARDAGI.COM/
 [code de 4 chiffres]

GEORGES BARDAGI
 courtier immobilier agréé

CONDO



1340

CONDO



1520

CONDO



1210

MAISON



2090

1490 av. Bernard #12A, Outremont **498 000\$**

792 av. Champagneur, Outremont **599 000\$**

10924 boul. St-Laurent, Ahuntsic **629 000\$**

246 av. Kenaston, Mont-Royal **1 879 000\$**

RE/MAX du Cartier GB. Agence immobilière, franchisé indépendant et autonome de RE/MAX du Cartier 1290, avenue Bernard Ouest, bureau 100, Montréal, Québec H2V 1V9

ROSEMONT



Duplex transformé en cottage. 16^e avenue, 3 chambres, 2 salles de bains, 2 000 p.c. + sous-sol. Grands rangements. Devant école primaire. Cour clôturée et aménagée. Près de Masson et de tous les services.
699 000\$ - Pas d'agent

514.605.1042

LE PLUS BEL EMPLACEMENT DE MONTRÉAL OFFRANT UN BEAU CHOIX DE CONDOS !!!



FACE AU PARC LAFONTAINE, PRÈS MÉTROS ET SERVICES

Les Dauphins sur-le-Parc figurent parmi le nec plus ultra du patrimoine montréalais. Qualité de vie en plein cœur du Plateau, prestige, vue spectaculaire, piscine, gym, saunas... Choix de condos 3 1/2 au 9 1/2, Penthouse.

Condo 2 chambres, 2 salles de bains, avec balcon donnant une vue côté est, possibilité d'acheter un stationnement intérieur. Près de tous les services.
CENTRIS # 16515578

LUCIE RICARD COURTIER AGRÉÉ RE/MAX ALLIANCE, AGENCE IMMOBILIÈRE **514 386-9804** VOIR MES PROPRIÉTÉS LUCIE RICARD RE/MAX QUÉBEC

LAC BROME



TRANSFERT ! - Ce joli pied-à-terre au cœur de la région de ski sera prêt pour vous dès la mi-janvier. Design et décor au goût du jour, cuisine sur mesure, SDB élégante, 3 ch., A/C. Aménagement paysagé, terrasses, garage, 1,5 acre. En périphérie du village de Knowlton. **377 000\$**

CHERTSEY - LANAUDIÈRE





9415, ROUTE 125

Maison Clé en Main avec une grande fenestration, pour admirer la vue panoramique. Situé à 1h de Montréal, près des pistes de VTT, motoneige ainsi que plusieurs terrains de golf, stations de ski. Un beau petit coin de paradis!
269 000\$ - CENTRIS # 9567567

Shirley Blainey - 514.259.8884 Courtier immobilier Adriana Diaz - 514.259.8884 Courtier immobilier **RE/MAX** RE/MAX HARMONIE INC. Agence immobilière

SUTTON



VILLE ET MONTAGNE QUI BOUGENT à l'année. Résidence idéale pour votre grande famille et visiteurs, amateurs des sports d'hiver et d'activités estivales. 5 ch., foyer, poêle à bois dans salle familiale, garage, piscine creusée, 3 acres. Un bijou à proximité du village et du ski. **750 000\$**

LOIS HARDACKER 450 242-2000
www.loishardacker.com
 Ctr. Imm. Agréé, Royal LePage Action, Agence Immobilière

REPENTIGNY - VALMONT SUR PARC






Joli condo de 1 004 PC sur au RDC (1^{er} étage), 2 chambres, grand balcon recouvert avec accès à la cour, foyer au gaz, douche coin, bain podium, grande cuisine, A/C, système d'alarme, plusieurs améliorations, remise, 2 stationnements. Copropriété bien gérée et saine. Plusieurs EXTRAS.
184 000\$ - MLS # 9210019

Marie-Claire Provost - 450.585.0999 Courtier immobilier, groupe sutton synergie inc.

ST-CALIXTE - MAISON EN BOIS ROND






915, RUE LANGLOIS

À qui la chance ! Jolie maison située dans un domaine privé. Aucun voisin immédiat. Terrain 95 arpents. Possibilité de construire grange, garage, ferme etc. Près des services, plusieurs sentiers équestres ou VTT. Aimant la nature, vous serez charmé et ébloui par son environnement et son emplacement. **269 900\$ - CENTRIS # 11208924**

Marie Piché 514-856-4444
 Courtier immobilier, Proprio Direct

Vous êtes à la bonne adresse
 mariescotte.com



Marie Scotte
 COURTIER IMMOBILIER
 Groupe Sutton Centre-Ouest

514 953 9808
marie@mariescotte.com

WESTMOUNT ADJ.
 3123 Ch. Daulac - 3 750 000 \$
 Somptueuse propriété de 4 CAC avec magnifique jardin. Idéale pour familles !

MLS # 27167744

WESTMOUNT
 1 Parkman Place - 1 195 000 \$
 WOW ! Condo entièrement rénové de 3 CAC au village Victoria.

MLS # 13872836

GOLDEN SQUARE MILE
 1520 Av. du Docteur-Penfield #104 - 618 000 \$
 10^e étage avec vue imprenable sur la montagne. Idéal pour étudiant à McGill !

MLS # 13648903

RÉGION TREMBLANT
 2150 Route Principale - À partir de 249 000 \$
 Projet intégré de micro-maisons, Phase I vendue à 80% !

MLS # 11902891